

Patrice de La Condamine

**LES LANGUES NATIONALES
ET MINORITAIRES
DANS LES PAYS D'EUROPE DE L'EST
DEPUIS LA FIN DE L'UNION SOVIETIQUE**

mai 2010

SOMMAIRE

1.	– Introduction	p. 3
2.	– Estonie	p. 4
3.	– Lettonie	p. 6
4.	– Lituanie	p. 8
5.	– Pologne	p. 9
6.	– Tchéquie	p. 11
7.	– Slovaquie	p. 13
8.	– Hongrie	p. 15
9.	– Slovénie	p. 16
10.	– Croatie	p. 17
11.	– Bosnie-Herzégovine	p. 18
12.	– Serbie	p. 19
13.	– Monténégro	p. 20
14.	– Albanie et Kosovo	p. 21
15.	– Macédoine	p. 23
16.	– Roumanie	p. 24
17.	– Moldavie	p. 26
18.	– Bulgarie	p. 27
19.	– Biélorussie	p. 28
20.	– Ukraine	p. 30
21.	– Kaliningrad	p. 31
22.	– Conclusion	p. 32
23.	– Eléments de bibliographie	p. 35
24.	– Patrice de La Condamine en quelques mots	p. 37

INTRODUCTION

Pendant presque cinq décennies, notre pensée s'était habituée à l'existence de deux Europes. Il y avait une Europe de l'Ouest, la nôtre, familière. Et une Europe de l'Est, cette étrangère, vivant derrière son rideau de fer et à l'ombre de son mur. Une *autre Europe*...

De cette Europe de l'Est, nous en avons des images forcément déformées. Que peut-on d'ailleurs vraiment comprendre d'un autre dès lors qu'il se trouve dans une inaccessibilité telle que celle décrite il y a un instant. Car pour comprendre, il faut connaître. Et l'on ne connaît que si l'on visite, si l'on dialogue, si l'on explore. En toute liberté. Au temps de la guerre froide, une telle démarche tenait de l'impossible, et si jamais des rapports pouvaient exister entre les deux Europes, ils étaient la plupart du temps officiels avec tout ce que cela peut comporter de formel.

En effet l'Europe de l'Est était communiste. Du moins l'était-elle devenue à la faveur de la percée de l'Armée rouge soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le tsar rouge Staline avait monnayé sa contribution à la victoire en installant partout, de Varsovie à Sofia, des gouvernements se réclamant de la même idéologie¹ tandis que les frontières étaient déplacées et autant de populations avec elles. L'ordre social avait été lui aussi profondément bouleversé et de nouveaux rapports d'identification au groupe s'inscrivaient dans l'esprit de ces nations. La vie de tous les jours en était affectée. Aux valeurs « bourgeoises » d'autrefois condamnées et condamnables telles l'exaltation d'une patrie ou d'une langue étaient venues s'en substituer de nouvelles, comme la lutte des classes ou l'internationalisme. Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Albanie..., dans tous ces pays, l'existence dans tous les domaines était bien encadrée. L'Europe de l'Est était non seulement devenue communiste, elle était aussi et surtout devenue soviétique.

Tout ce qui vient d'être énoncé explique cette vision déformée et incomplète que nous avons eue pendant des années de l'Europe de l'Est qui, sous le manteau rouge imposé, cachait pourtant l'un de ses biens les plus précieux : sa diversité linguistique. Cette diversité allait bientôt éclater alors que l'empire russo-soviétique agonisait en cet hiver de 1991. Les langues nationales, souvent reléguées au second rang derrière le russe, parfois méprisées voire interdites, crevaient leurs étaux et reprenaient des couleurs ! Les révolutions chantantes des Estoniens, Lettons, Lituaniens se firent dans les langues nationales, comme autant de défis lancés aux chars de Moscou. Les Moldaves récupéraient jusqu'à leur alphabet latin. Les Biélorusses et les Ukrainiens tentaient de réhabiliter des langues étouffées par le monopole de la grande sœur slave de l'Est. Parfois l'on décrétait qu'une langue commune ne pourrait plus servir et l'on allait jusqu'à réunir des commissions pour créer une nouvelle langue ! Les nouvelles données politiques étaient impérieuses et elles justifiaient tout. A l'intérieur des Etats, de multiples minorités linguistiques restées trop longtemps muettes découvraient qu'une langue servait à communiquer, à partager, à s'exprimer, ce qu'on avait tenté de leur faire oublier.

Presque vingt ans se sont écoulés depuis ces événements qui secouèrent ces sociétés parties depuis à la redécouverte d'elles-mêmes. Ces redécouvertes s'effectuent avec leurs langues, qui demeurent de puissants moteurs d'identité, quand elles ne deviennent pas des objets de manipulation au service d'ambitions de pouvoirs en place. C'est ainsi que nous allons nous lancer à notre tour dans une nouvelle découverte des pays,

¹ N'ayant pas l'intention d'entrer dans des polémiques, qui seraient du reste hors sujet, nous éviterons de dire « aux ordres » même si il faut bien reconnaître que la nature des rapports entre Moscou et ses subordonnés tenait tout de même un peu de cet esprit...

peuples et sociétés de cette Europe de l'Est qui, ne l'oublions pas, fut pendant toute une période cette *Mitteleuropa*, cette Europe médiane, terre de rencontres foisonnante de vie. Alors que nous sommes maintenant au XXI^{ème} siècle, que ces pays sont entrés pour la plupart dans l'Union européenne, et qu'après n'avoir été qu'un mur, ils peuvent désormais jouer le rôle de ponts jetés entre nos composantes, il serait vraiment dommage de les ignorer. Voyage dans ces langues qui sont nos Europes.

Nous commencerons par les pays baltes, avant de nous enfoncer dans l'Europe centrale, puis traversant les Balkans, nous aboutirons alors vers les terres intermédiaires situées sur les confins russes. A chaque fois, nous parlerons de l'itinéraire de la langue nationale, avant de parler de sa situation actuelle, puis nous ferons un petit tour des langues minoritaires lorsqu'elles existent. Munis de ces informations, nous pourrions alors mieux comprendre en quoi les situations actuelles sont ce qu'elles sont. Ces données nous permettront de mieux appréhender ce qui devrait se passer dans l'avenir proche en ces lieux.

ESTONIE

Les 1 412 000 habitants² d'Estonie vivent sur un espace relativement modeste³. Ce peuple est à la fois ethniquement, culturellement et linguistiquement proche des Finnois. Mais tous ne sont pas estoniens au sens ethnique et culturel du terme, comme nous allons le voir.

Langue finno-ougrienne⁴, l'estonien est très compréhensible pour les Finnois. Elle est restée longtemps cantonnée aux campagnes et la parler marquait aussitôt l'appartenance aux classes les plus pauvres. Seuls l'allemand et le suédois avaient droit de cité et étaient utilisés à l'université et par l'intelligentsia. Mais au milieu du XIX^{ème} siècle, la bourgeoisie et les étudiants redécouvrent leur identité : prenant conscience de constituer un peuple, ils se rendent compte que ce dernier a une langue. Leur combat auprès des autorités russes de l'époque aboutit en 1895 à l'instauration de l'estonien comme langue autorisée dans l'enseignement supérieur en remplacement de l'allemand. L'indépendance de 1918 permet une renaissance de la langue, mais vingt ans plus tard, une nouvelle parenthèse tombe sur le pays et elle durera cinquante ans. Le russe devient la première langue officielle devant l'estonien, langue officielle mais désormais considérée comme « locale ». Faire la promotion de la langue est considéré comme tenant d'une vision à la fois « nationale » et « bourgeoise » et peut avoir de graves conséquences. La fin de l'Union soviétique en 1991 permet enfin à la langue de retrouver sa pleine expression.

L'Estonien a le statut de langue officielle et est d'autant plus protégée par la loi que ses locuteurs ne représentent que 60% du total, soit tout juste 1 000 000 d'individus. Majorité certes, mais fragile.

L'Estonie abrite quelques minorités très distinctes. Antoine Chalvin⁵ donne une liste des communautés dépassant les 3 000 individus, seuil fixé par la loi pour permettre à un

² *Images économiques du monde 2006*, Armand Colin, Paris, 2005.

³ 45 100 km².

⁴ L'estonien se caractérise par une grammaire complexe touchant surtout les noms, les nombres, les adjectifs qui peuvent être soumis à quatorze cas. En revanche, le système verbal est beaucoup plus simple, puisque l'on n'a ni futur ni conjugaison à la forme négative. L'on ne conjugue pas une action qui n'a pas lieu, n'est-ce pas...

⁵ Maître de conférences, responsable de la section d'estonien à l'INALCO.

groupe de se faire enregistrer⁶ sur une « liste de nationalité » ou *rahvusnimekiri*. Ainsi nous avons : les Russes (400 000), les Ukrainiens (36 500), les Biélorusses (21 000), les Finnois (13 000), les Võro-Seto (10 000), les Votes (6 000), les Tatars (3 200), les Juifs (2 300), les Allemands (1 200) et les Suédois (250). Les russophones avaient demandé leur homologation dans un premier temps avant de renoncer⁷. En revanche, il est trois minorités qui, sans avoir apparemment constitué de liste, revendiquent davantage de reconnaissance. Il s'agit des Votes, des Võros, des Setos et des suédophones.

Les Votes ou *Vaddjanâ* sont un de ces minuscules groupes ethniques et linguistiques ayant miraculeusement survécu aux tempêtes de l'histoire. Leur langue appartient à la famille méridionale des langues balto-finnoises. Ils étaient encore 6 000 au milieu du XIX^{ème} siècle, mais le recensement soviétique de 1989 n'en dénombrait plus que... 62⁸, dont seulement la moitié parlant la langue maternelle. Mais certains⁹ avancent des chiffres plus optimistes. Le site *Virtual Votia*¹⁰ permet un accès à la langue et à une carte montrant les villages, ainsi que des poèmes en vote par Paul Ariste, ethnographe estonien qui s'est lancé dans un vaste travail de recherche et de préservation des identités menacées des petits peuples finno-ougriens.

Les Võros occupent une aire d'environ 4 220 km² et leur centre est Võru, localité du Sud-Est estonien. Ils donnent à leur terroir le nom de *Võromaa* ou pays võro. Les Võros sont protestants et ils ont développé une vie politique avec la *Võro Society (UKKF)*. La préoccupation est de pouvoir ressusciter la langue, et le *Võro Institute*¹¹ nous apprend que vingt-six écoles se sont déjà engagées dans l'apprentissage de la langue aux plus jeunes.

Les Setos sont répartis sur un territoire plus petit, de 1 582 km² et nommé *Setomaa* (Pays seto), mot qui indique leurs racines fenniques¹², qui se trouvent confirmées par leur manière d'entretenir leur mémoire, l'histoire étant racontée sous forme d'épopée¹³, mettant en scène le dieu Peko¹⁴. Leur situation est délicate car ils sont situés des deux côtés de la frontière russo-estonienne et leur centre principal, Petseri (ou Petchory), est depuis le traité de Tartu¹⁵ situé de l'autre côté, en Russie. Ils sont orthodoxes, mais leur pratique religieuse est teintée de paganisme. Leur situation de ruraux marginaux vivant loin des centres vitaux les fit considérer longtemps comme « arriérés » et c'est dans cette dévalorisation qu'ils vont plus tard puiser les éléments et la volonté qui leur permettront de mettre en relief leurs différences¹⁶. L'indépendance estonienne de 1991 leur a permis de s'exprimer de nouveau, mais les changements de société ont provoqué des bouleversements sociologiques avec pour conséquence des villages délaissés et souvent peuplés de personnes âgées.

Le chiffre exact de ces deux peuples est difficile à évaluer en raison de leur « assimilation » malgré tout assez forte à l'environnement estonien, car ce sont des points de culture et de langue qui les différencient. Certains parlent de 10 000 individus pour l'ensemble, mais des sources¹⁷ qui se veulent sérieuses avancent d'autres chiffres beaucoup plus élevés, donnant une large « fourchette » allant de 30 000 à 70 000 individus. Les

⁶ A condition que le groupe le demande.

⁷ Pour des raisons non élucidées, réf. Antoine Chalvin.

⁸ Le site *Eurominority* avançait le chiffre de... 25 locuteurs en 1979. [www.eurominority.org].

⁹ Tel Jarig Bakker, qui évoque ce peuple en avançant 1 000 personnes. Site *Flags Of The World*, au chapitre « Estonia ».

¹⁰ *Virtual Votia*: [www.geocities.com/Vienna/3259/].

¹¹ Võro Instituut, Tartu 48, 65609 Võru. [www.wi.ee].

¹² Le mot *maa*, signifie « pays » en finnois.

¹³ Les Finnois ont leur *Kalevala* et les Estoniens leur *Kalevipoeg*.

¹⁴ Yves Plassereau, *Les Setu.*, article du 14 avril 2004, association France-Estonie, [www.france-estonie.org/article.php?id_article=34].

¹⁵ Par le traité de Tartu (1945), Staline imposa à l'Estonie une rectification de frontière au profit de la Russie soviétique, avec pour conséquence la division du peuple seto.

¹⁶ Pour information, deux congrès setos se tinrent pendant l'Entre-deux-Guerres et certains éléments radicaux allèrent jusqu'à projeter les contours d'une nation seto.

¹⁷ *Eurominority*, *op. cit.*

intéressés, tel Magnus, seto estonien, reconnaît que « *nous ne savons pas très bien combien nous sommes. Les uns disent 4 000. Les autres 7 000. J'ai entendu quelqu'un avancer le chiffre de 14 000* »¹⁸.

La communauté suédophone existe encore en Estonie, même si on ne la voit pas. Elle était encore présente avant 1944, essentiellement dans les îles de Dagö (Kihouma) et Ösel (Sarema). Les suédophones étaient 8 000 avant 1944 et ils ne sont plus qu'entre 200 et 300 en l'an 2000¹⁹. L'exemple de la communauté de l'île de Ruhnu²⁰ illustre bien l'histoire des suédophones baltes. Sur ce bout de terre, suédois depuis le XVI^{ème} siècle et devenu estonien en 1919, les lois suédoises étaient demeurées en vigueur au nom de traditions historiques. Mais en 1944, cette société figée dans le temps fut bouleversée par l'arrivée de l'armée soviétique. Le départ de tous les Suédois fut programmé et le nouvel occupant transforma le lieu en garnison militaire. L'Estonie redevenue souveraine décida de restituer les maisons et les terres aux propriétaires légitimes ou à leurs descendants qui après une première visite ont préféré poursuivre leur vie en Suède, mais viennent de temps en temps sur place.

Le véritable souci des Estoniens demeure la cohabitation avec la minorité russe. Celle-ci est forte de 30% de la population résidente, ce qui représente 400 000 individus. Un passé encore récent donne à cette communauté une image que l'inconscient collectif estonien a encore du mal à accepter²¹ et le fait qu'elle soit concentrée sur la frontière russe²² accentue encore ce sentiment. Des efforts doivent être faits dans les deux directions pour aider à changer les regards de chacun vis-à-vis de l'autre.

LETTONIE

C'est le maillon central du monde balte, dont ce pays est sans doute le plus représentatif. Cette terre de landes et de prairies, un peu plus vaste que sa voisine septentrionale²³, accueille tout juste 2 300 000 habitants²⁴. Mais la Lettonie est aussi le maillon faible de cet ensemble balte.

La langue lettone est une langue balte²⁵ que l'Histoire a mise au contact du live, de l'estonien, du suédois, mais surtout de l'allemand et plus tard du russe. C'est à un pasteur allemand de Riga nommé Nicholas Ramm et qui vivait au XVII^{ème} siècle, que l'on doit les plus anciens textes connus à ce jour en langue lettone. L'année 1737 vit pour la première fois l'ouverture d'une école normale lettone. Un peu plus tard, entre 1764 et 1769, un Germano-Letton du nom de Johann Gotfried Herder²⁶, directeur d'une école allemande, décida de collecter tout ce que le pays comptait de chants folkloriques. La Russie des tsars

¹⁸ « *En Estonie, un peuple à jamais divisé par la frontière* », *Le Figaro*, 24 mai 2005.

¹⁹ 297 représentants en 1989.

²⁰ Ruhnu est une île marquant l'entrée du golfe de Riga mais appartenant à l'Estonie, Ruhnu, Rurö en suédois, a une superficie très modeste, 12 km², et une population aujourd'hui estonienne de 100 habitants. Le recensement de 1934 avait donné 277 habitants d'origine suédoise sur les 282 de toute l'île...

²¹ Le conflit né du déplacement de la statue de bronze du soldat soviétique à Tallinn en avril 2007 en est un exemple très vivant.

²² Une ville comme Narva est à 80% russophone.

²³ La Lettonie représente 64 600 km².

²⁴ Chiffre de 2004. Mais 2 245 423 habitants en 2008. La stagnation démographique est inquiétante.

²⁵ Elle appartient avec le lituanien, le livonien, le latgalien, le samogitien, au groupe balte oriental. Le groupe occidental comprenait entre autres le vieux-prussien parlé sur l'actuelle enclave de Kaliningrad.

²⁶ Johann Gotfried Herder (1744-1803): « *le nom de l'écrivain, pasteur et philosophe allemand bien connu J. G. Herder, est associé de près avec Riga. Ses activités eurent une influence majeure sur la littérature, la linguistique et la recherche historique européennes. (...) Herder débuta ses activités littéraires et scientifiques à Riga. Durant son séjour de cinq années dans cette ville, il écrivit ses premiers travaux sur la théorie littéraire et (...) il développa ses idées sur l'éducation, (...) L'empreinte laissée par Herder (...) l'ont fait surnommer l'enfant adoptif de Riga.* » Source Raimonds Cerūzis, Institut letton [www.li.lv/fr/?id=8].

comme celle des soviets se montra particulièrement offensive à l'encontre de la langue lettone qui se retrouva marginalisée tant politiquement que socialement face à une langue russe qui dominait partout et qu'il fallait de toute manière maîtriser pour qui prétendait à une place dans l'administration et la société. Le letton fut remis en valeur au XIX^{ème} siècle par voie orale avec les chants traditionnels appelés *dainas*. Si l'indépendance de 1918 sembla donner un nouvel élan à la langue lettone, cet élan fut brisé avec l'arrivée des Soviétiques en 1940. Une nouvelle nuit commençait et si le letton conservait un caractère officiel, il n'avait que le statut de seconde langue pour l'usage « local » et dut se contenter de survivre sous le manteau de la langue officielle qui était le russe. Dans le même temps, la part ethnique lettone de la population (et donc la part linguistique) se trouvait considérablement affaiblie par la politique soviétique de transfert : dès l'après-guerre, des trains de déportés lettons allant vers l'Est croisaient d'autres trains apportant à leur place des familles russes qui prenaient leur place et dont les descendants sont toujours là au point de représenter une menace sérieuse pour la survie de cette petite nation. La Lettonie était à l'indépendance le pays balte dans lequel la part nationale était la moins importante, soit 52%, face à une minorité russe forte de 32% dont il fallait tenir compte au vu de la tournure que prenaient les événements d'alors et des risques qu'ils pouvaient comporter.

Ce constat explique la politique linguistique lettone. A l'indépendance en 1991, la Lettonie a restauré la Constitution de 1922. Mais l'on s'aperçut que rien n'était mentionné au sujet de la langue. Au vu de l'expérience subie pendant cinquante ans, les Lettons pensèrent aménager un texte, et ils se souvinrent que la loi de la RSS de Lettonie sur les langues promulguée en mai 1989 au début des événements rétablissait le letton dans son statut de langue officielle avant le russe²⁷. Il n'y avait plus qu'à reprendre cette loi, rebaptisée en mars 1992 *Loi sur les langues* et renforcée en 2000 sous le nom de *Loi sur la langue officielle*. Les nombreux rajouts²⁸ au sujet de la langue montrent la constante préoccupation des Lettons à défendre celle-ci. Une lecture du simple préambule de la Loi sur les langues est à ce sujet particulièrement édifiante²⁹.

L'on comprend pourquoi la question des minorités est un sujet grave dans ce pays. Ces minorités sont donc d'abord des Russes (28,8 %). L'on a aussi des Biélorusses (3,9 %), des Ukrainiens (2,6 %), des Polonais (2,5 %), des Lituaniens (1,4 %), des Juifs (0,4 %), des Tsiganes (0,3 %) et des Allemands (0,2 %). Sur le plan juridique, cependant, seules deux catégories sont reconnues : les « Lettoniens »³⁰ d'une part et les «étrangers» d'autre part. Quand il s'agit d'aller plus au fond des choses, le vocable officiel parle plus facilement de «minorité ethnique» que de «minorité nationale», choix révélateur de la perception des autorités lettones sur ce sujet. La Lettonie est le pays balte où la langue de la majorité est numériquement la plus faible: 58,7 % pour la Lettonie, comparativement à 61,5 % en Estonie et 75,5 % en Lituanie.

D'où le statut de non-citoyens qui existe bel et bien en Lettonie... Ce sont les *nepilsoņi*. Ils habitent sur place, ils ont le droit de rester, mais ils ne peuvent participer à rien. Ils ne peuvent ni être élus, ni occuper des fonctions dans l'administration tant qu'ils n'ont pas décidé une fois pour toutes qu'ils apprendraient le letton, tant qu'ils ne passeraient pas leur examen de letton, et tant que leur niveau de connaissance de l'histoire de la nation lettone

²⁷ Source : Leclerc, Jacques. « Lettonie » dans *L'Aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 4 mai 2010, [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/lettonie], (22 mai 2010).

²⁸ Depuis 1991, la Constitution de 1922 a été modifiée le 15 octobre 1998, le 30 avril 2002 et le 23 septembre 2004.

²⁹ « La Lettonie est l'unique territoire ethnique du monde habité par le peuple letton. Le letton est l'une des importantes conditions d'existence du peuple letton et d'existence et de développement de sa culture. Durant les dernières décennies, l'emploi du letton dans la vie de l'État et de la société a diminué de façon substantielle: c'est pourquoi il est indispensable que des mesures particulières soient prises pour protéger la langue lettone. Cette protection peut être assurée en accordant au letton le statut de langue officielle. De la sorte, l'État garantit l'emploi généralisé et entier de la langue lettone dans tous les domaines de la vie de l'État et de la société de même que son enseignement... » Leclerc, Jacques. « Lettonie » dans *L'Aménagement linguistique dans le monde*, op.cit., [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/lettonie-2polvalorisation.htm].

³⁰ Terme retenu par les autorités.

ne serait pas vérifié par des jurys. Le statut de *nepilsoņi* concernerait au moins 350 000 ex-soviétiques³¹. Les russophones sont d'autant moins disposés à l'intégration que l'indépendance leur a volé leur place de privilégiés qui étaient la leur et ils vivent très mal leur marginalisation. On les rencontre essentiellement en ville et dans la Latgale, région du Sud-Est un peu laissée pour compte et où en divers endroits une certaine tension est palpable.

Une minorité autochtone cette fois est celle des Lives. Au bout de la péninsule de Courlande, là où les vagues de la mer Baltique viennent mourir dans les eaux du golfe de Riga, s'est développé dès le XII^{ème} siècle ce petit peuple finno-ougrien³² de pêcheurs et de paysans appelé Lives. Absorbés au fil du temps par les populations prédominantes, ils vivent actuellement dans quelques hameaux d'Estonie et une douzaine de villages de Lettonie et ne représenteraient plus qu'environ 1 000 individus³³. Avec l'indépendance, un mouvement identitaire s'est développé en faveur du monde live et sans aller jusqu'à parler de snobisme, il est devenu de bon ton de s'inscrire en section langue et culture lives à l'université de Riga. Les traditions sont remises en vigueur, le folklore, les chants... Au-delà du simple phénomène de besoin d'aller vers un retour aux sources, on pourrait également poser le problème d'un certain « transfert » que font peut-être les Lettons qui, ayant failli devenir minoritaires chez eux, s'intéressent passionnément à un petit peuple qui ne fut pas loin d'être tout bonnement rayé des mémoires... Se dire aujourd'hui « live » à Riga, c'est très *in* !

En conclusion, la Lettonie, maillon fragile du monde balte, n'oublie pas que la Russie voulait « percer » ici un couloir slave dont elle aurait été la principale victime³⁴. D'où sa passion à défendre ce qu'elle a failli perdre, à commencer par sa langue, et son esprit de solidarité balte. C'est aussi pourquoi ici, l'on a du mal à comprendre les « recommandations » et autres leçons de tolérance en provenance des bureaux bruxellois. Il faut maintenant parier que les communautés vivant ici sauront tirer les leçons de l'Histoire et qu'elles finiront par comprendre que c'est par le dialogue que la décrispation commence, préalable pour engager les fondations d'une société réconciliée avec elle-même.

LITUANIE

Située entre Lettonie et Pologne, la Lituanie fait la jonction entre le monde balte et l'Europe centrale. Ses 3 565 000 habitants³⁵ vivent sur un territoire modeste³⁶ si on le compare au vaste Etat médiéval qui s'étendait jusqu'à la mer Noire. Le lituanien est parlé par 80% de la population et l'aire linguistique et culturelle lituanienne déborde les frontières, empiétant un peu sur les Etats voisins³⁷.

Le lituanien est à ce jour la plus ancienne langue indo-européenne encore parlée par tout juste 3 500 000 locuteurs. Cette langue rappelle le letton de par sa grammaire, mais celle-ci est restée plus archaïque. L'accentuation libre déconcerte au départ tandis que les

³¹ Ce qui donne facilement quatre générations : ceux qui avaient vingt ans dans les années 1940 arrivés sur place après déportation des Lettons, puis leurs enfants des années 1950-1960, et leurs petits-enfants des années 1970-1980, puis la dernière génération, qui a déjà vécu plus d'années en *nepilsoņi* qu'en tant que soviétiques....

³² Le live est une langue finnoise très proche de l'estonien méridional.

³³ L'on pourra à propos des Lives se référer à l'un des rares ouvrages existants en français : *Parlons live*, par Fanny de Sivers, l'Harmattan, Paris, 2001.

³⁴ La concrétisation d'un tel « couloir slave » prolongeant la Russie et débouchant sur le golfe de Riga aurait de plus eu l'avantage pour Moscou de défaire la chaîne des peuples baltes et d'isoler l'Estonie au Nord d'une part et la Lituanie au Sud d'autre part. L'élément letton quant à lui aurait été destiné à se fondre dans la future majorité russophone.

³⁵ En 2008.

³⁶ 65 303 km².

³⁷ 70 000 en Russie (Kaliningrad), 35 000 en Lettonie, 30 000 en Pologne, et entre 10 000 et 30 000 en Biélorussie.

sept cas³⁸ et les cinq déclinaisons achèvent de donner la mesure des efforts qui attendent quiconque veut entreprendre l'étude de cette langue qui connaît également la flexion nominale et qui comprend trois nombres, le duel s'ajoutant au singulier et au pluriel.

Pendant les années d'occupation soviétique, elle était devenue la véritable patrie des Lituaniens... La langue était l'espace intérieur dans lequel l'on pouvait se réfugier et sur lequel l'occupant extérieur ne pouvait avoir prise. D'ailleurs, le lituanien Czeslaw Milosz³⁹ affirme que c'est bien plus la philologie que l'histoire qui a créé la Lituanie. Aujourd'hui, le lituanien est certes la langue officielle d'un Etat qui est à nouveau indépendant. Il n'en est pas moins menacé. Les éclipses qu'il a connues au cours de l'Histoire pour des raisons politiques⁴⁰ ne l'ont pas aidé à vivre. Il faut se rappeler que de 1940 à 1990, le russe avait préséance sur le lituanien, dont le statut de « deuxième langue officielle » ne faisait pas illusion, puisque son usage devait être « local ». Depuis que la Lituanie a intégré un nouvel univers géopolitique et économique, une nouvelle inquiétude s'est développée chez les défenseurs de la langue, inquiétude animée par la peur de voir ce pays se noyer au milieu des nouveaux axes d'échanges européens qui traversent son territoire. Cela explique une politique de protection parfois excessive des particularismes de la langue qui peut à terme produire les effets inverses de ce qui était escompté, les habitants obligés de vivre avec leur temps pouvant être tentés de se détacher d'une langue considérée comme trop figée et qui ne tiendrait plus que du folklore. Ce serait alors catastrophique.

L'enseignement obligatoire est assuré en lituanien. Ceux dont la langue maternelle est différente peuvent choisir un enseignement dans leur langue, ce qui est le cas : 7,7 % des élèves étudient en russe, et 3,8 % des élèves en polonais⁴¹. L'enseignement d'une langue étrangère débute la plupart du temps dès la dernière année de l'école primaire⁴². Dans l'éventail des apprentissages, l'anglais arrive largement en tête, suivi par l'allemand ; le français est loin derrière et le russe, délaissé au début de l'indépendance, remonte pour d'évidentes raisons géopolitiques. Dans le monde du travail, les *curricula vitae* mentionnant la maîtrise de l'anglais et du russe sont à l'heure actuelle les plus appréciés.

L'histoire des Lituaniens les a ouverts sur l'Europe. « Cette situation de multilinguisme dans laquelle nous sommes depuis 500 ans touchait auparavant certaines classes de population. Pour parler avec la noblesse, il fallait parler polonais, pour étudier, il fallait connaître le polonais ou le latin, puis ensuite le russe. Les Lituaniens ont toujours dû s'exprimer en polonais, en latin, en allemand ou en russe », affirme Antanas Smetona, doyen de la faculté de Philologie de Vilnius⁴³. Sans aucun doute, la géopolitique actuelle ne peut qu'encourager ce constat.

POLOGNE

Nous voici arrivés dans ce que l'on nomma autrefois *Mittleuropa*. Sur cette étendue plate⁴⁴ vivent 38 500 700 habitants⁴⁵ qui constituent une communauté particulièrement

³⁸ Nominatif, accusatif, génitif, datif, locatif, instrumental, vocatif.

³⁹ Czeslaw Milosz, 1911-2004, prix Nobel de Littérature.

⁴⁰ L'Union polono-lituanienne de 1569 favorisa le polonais au détriment du lituanien ; l'annexion russe de 1795 fut suivie dès 1864 de l'interdiction de parler la langue et de l'imposition du russe ; il en fut de même en 1940 avec l'arrivée de l'Armée rouge, situation qui perdura jusqu'en février 1991.

⁴¹ Source CIFL [www.centre-info.fr/Lituanie.html].

⁴² C'est à dire la quatrième année. Dans certains cas, une langue étrangère peut être apprise dès la deuxième année du cycle primaire concernant les enfants entre 6-7 et 10-11 ans. Le cycle secondaire dure six ans. Source [www.centre-info.fr/Lituanie.html].

⁴³ « Le multilinguisme : une réalité vécue en Lituanie », article du 10 novembre 2008 sous la plume de Mireille Vitureau, dossiers *dialogue interculturel*, [<http://www.euranet.eu/fre>].

⁴⁴ 312 685 km². Le nom de *Pole* a donné *Polska*, « le champ ».

⁴⁵ En 2008.

homogène et qui ne s'est jamais laissé impressionner par ses grands voisins et par les impérialismes linguistiques qu'ils tentèrent vainement de lui imposer. Les partages successifs, dont ceux de 1795 entre Prusse, Autriche et Russie ou de 1939 entre Allemagne et Union soviétique sont là pour nous le rappeler.

Le vieux réflexe de résistance propre aux Polonais fonctionna immédiatement lors du partage germano-soviétique de 1939. Les Soviétiques s'activaient à Katyn, à Miednoïe et à Charkow et les Allemands proclamaient leur volonté de transformer en un *Knechtvolk*⁴⁶ cette Pologne dont jusqu'au nom devait disparaître⁴⁷ et où le polonais ne serait plus parlé⁴⁸. Mais rien n'y fit, car clandestinement, des volontaires surgirent de partout, formant des petits groupes d'élèves tout aussi motivés, décidés à ne rien céder. La tâche était héroïque et exigeait une connaissance exceptionnelle du terrain, une vigilance de chaque instant, sans parler des multiples et impressionnants stratagèmes. La volonté de préserver la langue et la culture auxquelles un peuple s'identifie peut mener à des sommets en matière de sacrifice... Le même réflexe fonctionna lorsque la Pologne se vit imposer le régime communiste après la guerre, d'autant qu'il ne faut pas oublier que les Soviétiques avaient projeté d'établir le russe comme première langue de l'administration en Pologne après la guerre, le polonais étant destiné à devenir « seconde langue officielle », comme dans n'importe quelle république socialiste soviétique. Cette réalité touchant un passé encore récent doit être prise en compte pour comprendre les options gouvernementales.

Cela explique que la Pologne pratique une politique linguistique visant sans cesse à renforcer et à valoriser le polonais comme langue officielle. L'article 27 de la Constitution de 1997 annonce que « *la langue polonaise est la langue officielle en république de Pologne* »⁴⁹, ce qui ne laisse aucune ambiguïté sur l'unilinguisme qui doit s'appliquer dans tous les aspects de la vie publique et dans le cadre de l'administration. Depuis le 8 mai 2000, une disposition⁵⁰ entend protéger le polonais contre les influences extérieures susceptibles de lui porter atteinte ; elle formule que « *toute entité qui, dans le cadre d'une transaction légale, utilise exclusivement des noms de produits ou de services, des soumissions, des annonces, des instructions d'utilisation, des renseignements concernant des biens et des services, des conditions de garantie, des factures et des reçus dans une langue étrangère, sans version polonaise, peut être condamnée à une amende.* »

En revanche, le même article 27 ajoute un second paragraphe qui annonce que cette langue officielle « *ne porte pas atteinte aux droits des minorités nationales* ». Il est vrai que ces minorités ne sont qu'en très faible proportion dans ce pays remarquablement homogène. Cela n'empêche pas d'en aborder quelques-unes.

La première de ces minorités est celle des germanophones. Conformément aux plans des Alliés, les régions historiquement germaniques furent purgées de leur passé et les habitants furent obligés de partir. Il n'était d'ailleurs pas bon de se proclamer « allemand » dans la Pologne de l'après-guerre, et ceux qui restèrent durent vivre dans une quasi-clandestinité identitaire. Ce n'est qu'avec la fin du communisme que le tabou fut levé : des milliers de gens se mirent à rechercher leurs racines germaniques, véritables ou supposées. Se trouver une parenté germanique devenait brusquement très « tendance ». L'on estime que les germanophones seraient entre 147 000 et 500 000, tandis que selon le quotidien *Rzeczpospolita* du 9 juillet 2007, 71 711 Allemands se seraient installés en Pologne depuis 2000, venant encore grossir cette minorité particulièrement active et principalement établie en Silésie.

⁴⁶ Littéralement « peuple esclave ».

⁴⁷ D'où le nom officiel de *Generalgouvernement* ou *Gouvernement Général* donné à l'entité administrative occupée mais non annexée au Reich.

⁴⁸ Seuls furent tolérés l'école primaire et un apprentissage dans l'attente de l'extinction programmée de ce peuple.

⁴⁹ Leclerc, Jacques, « Pologne », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFG, Université Laval, *op.cit.*

⁵⁰ *Loi sur la langue polonaise* du 8 mai 2000.

Les Cachoubes vivent sur une partie de la province de Poméranie⁵¹, à l'ouest de Gdansk. Il ne s'agit pas d'une minorité nationale ni ethnique d'autant que cela ne serait pas possible car les Cachoubes n'ont jamais constitué une entité politique autonome dans l'histoire. Ce sont des Polonais dont la différence réside précisément dans la langue qu'ils emploient. Ce nom de *cachoube* viendrait de *kassub* qui désignait un manteau que portaient les habitants par le passé. Des controverses existent afin de dire si le cachoube est ou non une langue vraiment à part entière, mais ses locuteurs l'affirment avec force. En réalité, c'est une langue slave proche du polonais ancien disparu. Des archaïsmes subsistent donc, et c'est un fait que se dire « cachoube » en Pologne provoque l'identification immédiate à une existence ou du moins un héritage rural⁵² que l'on a gardé ou dont on se réclame. L'on estime qu'entre 250 000 et 300 000 individus parleraient ou comprendraient le cachoube⁵³, et qu'ils seraient dans les 60 000 à en avoir l'usage à la maison dans le cadre familial. Le cachoube avait déjà intéressé linguistes et curieux au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle. Il fut victime au siècle passé de l'impérialisme linguistique de l'allemand puis du russe, sans oublier celui du polonais. Mais avec la libéralisation des années 1990, l'intérêt qu'il représente a trouvé une nouvelle vitalité et la langue est à présent enseignée du primaire au lycée⁵⁴. Depuis 2005, le cachoube est même devenu une option du baccalauréat polonais et il a acquis le statut de langue complémentaire locale, étant à ce titre autorisé dans les administrations⁵⁵ de l'aire concernée.

Les Biélorusses de Pologne sont 48 700⁵⁶ selon le recensement de 2002. Ils sont concentrés sur la frontière, notamment dans la voïvodie de Podlaskie où, lors des dernières élections locales tenues en 2006, le *Białoruski Komitet Wyborczy*⁵⁷ a juste passé la barre des 2% des suffrages, ce qui ne lui permet pas d'avoir le moindre élu.

Pour résumer ce portrait linguistique de la Pologne de 2010, nous remarquerons combien ce pays demeure homogène en dépit des vicissitudes de son histoire récente. A propos des minorités, nous ferons remarquer que si la situation s'est améliorée avec des droits déclarés pour elles, il n'empêche que le fameux article 27 de la Constitution limite l'extension de langues qui de toute manière ne représentent que des communautés limitées en nombre, souvent par ailleurs fractionnées⁵⁸ et vivant la plupart du temps dans des zones rurales ou confinées.

TCHEQUIE

Enfoncée comme un coin⁵⁹ dans le monde germanique, tels se présentent les pays de Bohême et de Moravie, comme un appendice slave en pleine Europe centrale. La langue tchèque, qui appartient au groupe des langues slaves occidentales⁶⁰, est parlée en Tchéquie, où elle jouit d'un monopole *de facto* dans ce pays homogène à raison de 95,8%⁶¹.

⁵¹ Littéralement « terre du bord de la mer ».

⁵² Les activités des Cachoubes sont liées à l'agriculture, l'élevage bovin, l'exploitation des forêts...

⁵³ Des études linguistiques et sociologiques affirment que le nombre de personnes susceptibles d'être concernées par la langue cachoube et la culture qu'elle véhicule atteindrait le nombre de 500 000, ce qui donnerait alors une nouvelle dimension à cette « mouvance »...

⁵⁴ Quelques dizaines d'écoles primaires et une dizaine de lycées assurent à environ 6 000 élèves l'enseignement du cachoube.

⁵⁵ Par exemple, une personne ne parlant ou ne comprenant que le cachoube a désormais le droit de se faire assister d'un interprète dans le cadre de l'administration.

⁵⁶ Mais les locuteurs biélorussophones ne seraient qu'environ 8 000.

⁵⁷ Ce qui se traduit par *Comité électoral biélorusse*.

⁵⁸ Le cachoube pour sa part compterait environ cinquante variétés dialectales.

⁵⁹ Le « coin » en question représente 78 900 km².

⁶⁰ Comme le polonais, le cachoube, le sorabe, le slovaque.

⁶¹ Leclerc, Jacques, « République tchèque », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/reptcheque.htm].

Cette langue représente 11 000 000 de locuteurs, soit plus que l'Etat tchèque lui-même ; celui-ci abritait en 2007 10 287 200 habitants. Cela signifie que la langue déborde sur les frontières, notamment en Slovaquie, ce qui s'explique par le fait que les deux pays furent unis politiquement entre 1918 et 1939 et de 1945 jusqu'au fameux « divorce de velours » entré en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Le tchèque est d'ailleurs très proche du slovaque et aussi du polonais, quoiqu'à un degré plus éloigné. L'existence d'un Etat commun des Tchèques et des Slovaques sur toute une partie du XX^{ème} siècle a créé des liens et la plupart des adultes, soit la grande majorité de la population, n'éprouve pour le moment aucune difficulté de compréhension d'une langue à l'autre. Cela ne sera peut-être pas toujours le cas avec la tendance à la différenciation qui s'est instaurée depuis et qui touche surtout la Slovaquie. Sans refaire une histoire complète de cette langue, nous pouvons dire qu'elle est issue du protoslave et qu'elle a émergé à la fin du premier millénaire. Le tchèque prend ses contours au Moyen-Âge⁶², et nous prendrons comme exemple la transformation du son *g* en *h*, transformant des mots comme *glova*⁶³ en *hlava*, ou encore l'apparition de signes diacritiques tel l'accent renversé amollissant le consonne *ř*⁶⁴.

A propos du statut de la langue tchèque, il faut savoir que la Constitution de 1992⁶⁵ ne contient aucune disposition linguistique particulière et qu'elle ne fait aucune référence à une langue « officielle » ou « de communication ». L'on se rend vite à l'évidence : puisque le tchèque est en usage, c'est cette langue qui de facto prime partout. Ce qui se trouve bien confirmé par des articles de loi relatifs à la défense ou à la magistrature. Mais cependant, l'obligation n'a rien d'un carcan, puisque la législation autorise parfaitement le recours aux autres langues en usage sur le territoire dans les communications entre les citoyens et les représentants des autorités. Nous sommes devant un cas exceptionnel de non-interventionnisme étatique en la matière.

La démographie tchèque n'est pas dynamique et cette situation n'est malheureusement pas nouvelle. L'ouverture des frontières a d'autre part facilité les possibilités de voyager et certains sont partis voir ailleurs. L'accent est davantage mis sur l'économie et ses besoins de restructuration dans le nouveau cadre politique européen. Le recteur de l'Université Charles de Prague, Ivan Wilhelm, déplore cette situation et constate amèrement que l'enseignement supérieur souffre d'un déficit d'environ 30% de pédagogues, tandis que le corps universitaire vieillissant n'est pas remplacé⁶⁶. La baisse des investissements consacrés à l'éducation seraient selon lui à l'origine de cette situation déplorable, ce qui est d'autant plus dommageable vu le niveau de l'enseignement dans ce pays. La Tchéquie voudrait bien retenir ses futures élites. Le système éducatif tchèque a été complètement revu par des lois entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005⁶⁷.

Les minorités linguistiques les plus significatives sont les Slovaques, les Polonais (nommés Silésiens), les Allemands, les Tsiganes et les Hongrois⁶⁸. Tous ne parlent qu'en partie leur langue d'origine et pour nombre d'entre eux, la langue maternelle est devenue le tchèque, preuve de leur assimilation à la vie du pays depuis longtemps. Les Allemands étaient nombreux dans la Tchécoslovaquie d'avant-guerre, concentrés dans la région dite des Sudètes où ils étaient plus de 3 000 000. Ils étaient arrivés au Moyen-Age, incités par

⁶² XII^{ème} et XIII^{ème} siècles.

⁶³ « tête » en vieux slave. L'on a ainsi *glova* en polonais, et *голова golova* en russe et en ukrainien.

⁶⁴ C'est le fameux *ř* à partir du *r* mou du vieux slave.

⁶⁵ Nouvelle Constitution promulguée le 16 décembre 1992 et appliquée le 1^{er} janvier 1993 dans le cadre de la partition.

⁶⁶ « La situation de l'enseignement supérieur tchèque », par Alena Gebertová, article paru le 14 août 2001 sur la page de Radio Prague, [www.radio.cz/fr/article/12860].

⁶⁷ [www.centre-info.fr/Republique-Tcheque.html].

⁶⁸ Respectivement : 314 877 Slovaques (3,1%), 59 383 Polonais (0,6%), 48 556 Allemands (0,5%), 32 903 Tsiganes, 19 932 Hongrois. Statistiques officielles de 1993. Leclerc, Jacques, « Slovaquie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, op.cit.

les rois de Bohême qui appréciaient leur savoir-faire et leur sens de l'organisation. Leur présence donna lieu dans les années 1930 aux tensions que l'on sait entre Berlin et Prague. Après 1945, ils furent expulsés massivement⁶⁹. La fin du Rideau de fer a permis de mettre fin au contentieux par des accords signés en 1997⁷⁰. Les associations des personnes déplacées ou *Vertriebenenverband*, très actives dans le soutien accordé aux Allemands expulsés, continuent d'œuvrer pour la défense des intérêts linguistiques et culturels des descendants de ceux qui purent demeurer sur place.

Quid de la protection des minorités en Tchéquie ? Il faut savoir qu'à l'image des non-dits sur la langue nationale, rien n'est vraiment signifié. En réalité, il semble que les droits des minorités linguistiques en question soient plutôt le résultat d'accords bilatéraux passés entre Prague et ses voisins. Sachant que le pays a ratifié un certain nombre de pactes relatifs aux droits civils et politiques fondamentaux⁷¹ et que l'article 10 de la Constitution rappelle l'engagement de l'Etat sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, nous voici rassurés sur la possibilité qu'ont les différents citoyens de ce pays de pouvoir se faire entendre... dans leur langue, quelle qu'elle soit. Toujours à ce propos, nous constatons que la minorité polonaise possède son propre enseignement.

Enfin, des inattendus se sont invités sur la scène nationale depuis quelques années : il s'agit des Moraves. Pourquoi ? Parce que la partition tchécoslovaque a tout simplement favorisé et accentué le phénomène bien connu de la différenciation. Ce qui semblait tout en nuance avant prend depuis une dizaine d'années un relief nouveau. La Moravie découvre qu'elle est une région avec sa personnalité. Tchécophone, certes, mais non tchèque, au point de revendiquer une représentation significative au niveau constitutionnel⁷². Après la Tchécoslovaquie, la *Tchécomoravie* ?

Nous savons par expérience que les grandes formules ayant noms tolérance, liberté, droit, respect, pour autant qu'elles soient gravées dans une Constitution, n'empêchent pas les dérapages des sociétés. C'est ce qui est arrivé fin janvier 2010 en Silésie tchèque peuplée de 400 000 personnes d'expression polonaise, où les inscriptions polonaises d'une trentaine de panneaux bilingues ont été vandalisées. Ce « fait divers » a cependant provoqué une vive émotion politique au point de faire se déplacer le président tchèque Vaclav Klaus, alors que le journal polonais local *Glos Lidu* s'enflammait en comparant l'événement à ce qui se passait en 1937⁷³, ajoutant que finalement « *la meilleure période était le régime communiste, on avait le même ennemi: le régime totalitaire* »... Mais faut-il vraiment en venir à penser cela ?

SLOVAQUIE

Entre Carpates et Danube, le couloir⁷⁴ slovaque accueille environ 5 200 000 habitants. Ils parlent pour la plupart le slovaque ou *slovenčin* qui est une langue slave occidentale, comme le polonais ou le tchèque, étant par ailleurs très proche de cette

⁶⁹ Ils n'étaient déjà plus que 160 000 en 1946.

⁷⁰ Dans une déclaration commune, l'Allemagne reconnaissait sa « *responsabilité historique* » dans le démantèlement de la Tchécoslovaquie, tandis que la Tchéquie reconnaissait les « *torts* » commis envers la communauté expulsée.

⁷¹ Tels le *Pacte international sur les droits civils et politiques*, ou encore la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*.

⁷² Une frange de militants moraves se prend même à rêver d'un Etat qui se séparerait comme le firent les Slovaques en 1993.

⁷³ « *On se croirait en 1937 et pas au début du XXI^{ème} siècle...* », expression employée par Jacek Sikora dans son journal *Glos Lidu*. Information rapportée par Zuzana Loubet del Bayle, *lidovsky.cz, tyden.cz*, sous le titre « *République tchèque : Flambée nationaliste en Silésie* », 1^{er} février 2010.

⁷⁴ 49 035 km². Un peu plus de la moitié de la Hongrie.

dernière du point de vue de l'écrit surtout, alors que des différences touchant la grammaire⁷⁵ et la phonétique existent. Les slovaquophones, qui sont un peu plus de 6 000 000 au total, débordent en Tchéquie et en Autriche ; ils trouvent dans l'ex-Ruthénie subcarpathique devenue ukrainienne un prolongement oriental ; des îles linguistiques slovaques existent aussi en Hongrie, en Voïvodine serbe⁷⁶, en Pologne et en Roumanie.

L'article 1 de la Constitution est clair : « *la langue officielle sur le territoire de la République slovaque est le slovaque.* » Plus loin, un paragraphe ajoute que « *la loi ne concerne pas l'emploi des langues des minorités nationales et des groupes ethniques* » et que « *l'emploi de ces langues est régi par des lois particulières.* »

Une politique de « valorisation » du slovaque secoue actuellement le pays. Cette politique donne lieu à de vives tensions et controverses à l'intérieur et suscite des débats et questions sur la tolérance du gouvernement dans les bureaux des commissions européennes... Le protectionnisme slovaque est d'autant plus mal perçu par les partenaires et les voisins que la Slovaquie est enclavée et que son économie a largement bénéficié du nouveau contexte dans lequel elle évolue depuis 2004. Les Slovaques eux-mêmes ne réagissent que mollement à des décisions gouvernementales dont ils ne perçoivent que peu les objectifs, d'autant que ceux-ci ne leur sont que très peu expliqués. Préoccupé par son quotidien, le citoyen doit avant tout vivre et se désintéresse. Dans cette indifférence, le gouvernement agit. Ainsi, la Loi sur la langue officielle du 15 novembre 1995 affirmant en préambule que « *la langue slovaque est la particularité la plus importante de l'identité de la nation slovaque, la valeur la plus précieuse de son héritage culturel et l'expression de la souveraineté de la République slovaque* »⁷⁷ pouvait passer sans peine aucune. Pour faire bonne mesure, il y eut bien le vote d'une *Loi sur l'utilisation des langues des minorités nationales* en 1999 censée accorder plus de droits aux minorités nationales du pays⁷⁸. Mais entre temps, la hongrois était bel et bien décrété « langue étrangère »... Il y avait là quelque chose qui sentait le bon règlement de compte historique.

Le 30 juin 2009 marqua une nouvelle étape dans le raidissement slovaque : ce jour-là, le Parlement approuvait un amendement imposant des amendes⁷⁹ à quiconque serait surpris en train de parler « incorrectement » la langue slovaque, entendez par là en train de parler une autre langue... le hongrois, pour ne pas le nommer ! L'article 1.5 de la nouvelle loi est particulièrement restrictif, puisqu'il explique bien que son application concerne à la fois les « communications publiques », mais aussi les « personnes morales, personnes physiques travaillant pour leur propre compte », ainsi que « les particuliers ». Comme il est facile de l'imaginer, dans les régions frontalières à forte majorité magyarophone, cette nouvelle disposition a fait monter la tension et déjà provoqué de multiples incidents⁸⁰. « *Le temps du royaume de Hongrie est terminé et la Slovaquie ne se laissera pas dicter sa conduite par Budapest* », selon le Premier ministre slovaque Robert Fico⁸¹. Tout est dit. En bref, les Magyars furent les maîtres de cette Slovaquie qu'ils nommaient autrefois Haute

⁷⁵ Langue avec trois genres, dotée de six cas avec des déclinaisons différentes selon les genres.

⁷⁶ Dans cette entité administrative de la Serbie, le slovaque est l'une des six langues officielles.

⁷⁷ D'après version traduite de l'anglais (*Law on the State Language of the Slovak Republic*) par Leclerc, Jacques, « Slovaquie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/slovaquie-loi95.htm].

⁷⁸ Leclerc, Jacques, « Slovaquie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, même page que la précédente note.

⁷⁹ Amendes pouvant atteindre 5 000 €.

⁸⁰ Un site que l'on ne peut pas soupçonner de ne pas être préoccupé par la défense des langues « minoritaires », puisqu'il s'agit du site basque *Gipuzkoaeskara.net*, rapportait cette information de la BBC selon laquelle, dans la petite ville de Galanta, à majorité magyarophone, une femme employée d'un salon de coiffure se serait vu désormais interdire de la part de sa patronne slovaque la possibilité de parler hongrois aux clients.

⁸¹ Robert Fico, né en 1964, est passé par le *Parti communiste tchécoslovaque* (1987) avant de fonder l'actuelle formation *SMER* (« Direction ») représentant une gauche national-populiste. A la suite des législatives de juin 2006, il a dû trouver des alliés et a formé une coalition avec des formations nationalistes de droite, ce qui lui a permis de devenir chef du gouvernement en juillet, mais aussi d'être exclu du *Parti socialiste européen*.

Hongrie. Mais c'était avant 1918. Un siècle s'est écoulé. Bratislava l'a décidé : désormais, les Magyars ne passeront plus le Danube, et ceux qui sont restés sur la rive gauche n'ont plus qu'à bien se tenir...

Les anciens « frères » tchèques ne sont pas épargnés non plus. La loi risque de s'appliquer à eux prochainement, car le ministère de la Culture (slovaque) envisage la fin d'un statut qui, au nom de l'histoire commune passée, conservait au tchèque le privilège de « *langue compréhensible* »⁸². Ce serait fini. « *Le tchèque en Slovaquie risque de devenir une langue étrangère dont l'utilisation dans la communication avec l'administration sera passible d'une amende* » nous rapporte le site *Regard sur l'Est*⁸³ qui rapporte en même temps l'incompréhension tchèque devant une telle éventualité⁸⁴.

Crise de croissance ou consolidation nationale ? La Slovaquie semble agir comme une adolescente qui voudrait montrer qu'elle existe au milieu de ses voisines. Depuis une dizaine d'années, ce pays qui veut être respecté et reconnu s'applique curieusement à voter des lois qui ne cessent de restreindre les droits des minorités vivant sur son sol. Les Hongrois, pour ce qu'ils représentent dans l'imaginaire et l'inconscient collectif slovaque, sont les premiers touchés par ce qu'il faut bien appeler une xénophobie d'Etat.

HONGRIE

Les Hongrois occupent le bassin central de la grande plaine danubienne où ils se sont établis après une longue migration⁸⁵. Leur territoire est de taille relativement modeste⁸⁶ mais c'est oublier qu'il était beaucoup plus vaste avant le traité de Trianon qui sanctionna en 1918 la perte de 68% de son territoire et de 60% de sa population d'alors⁸⁷. Si le pays perdit une diaspora qui se retrouva diluée dans les Etats voisins, il acquit en revanche une homogénéité remarquable qu'il a conservée depuis.

Les 10 076 600 Hongrois⁸⁸ parlent dans leur écrasante majorité (95%) le magyar. Cette langue agglutinante et caractérisée par le phénomène de l'harmonie vocalique s'est détachée du socle commun finno-ougrien⁸⁹ depuis bien longtemps ; son parcours lui a fait emprunter du vocabulaire aux langues turques, mais aussi aux langues slaves, à l'allemand. La conversion au christianisme au XI^{ème} siècle, fit adopter par la Hongrie comme langue de culture le latin, cette dernière enrichissant par la suite encore le magyar⁹⁰. Plus à l'Est, en Transylvanie et au XVII^{ème} siècle, le magyar devient pour la première fois langue d'Etat⁹¹.

La *magyar nyelv*⁹² est parlée actuellement par environ 12 500 000 personnes⁹³, dont 76% vivent en Hongrie, le reste étant réparti dans les pays voisins, essentiellement en Transylvanie roumaine et sur les bordures méridionales slovaques. Le monopole *de facto* du magyar est tellement bien assuré sur place qu'aucune disposition particulière ne ressort à

⁸² Ce statut permettait au tchèque d'être encore utilisé à égalité avec le slovaque dans les médias ou l'administration.

⁸³ Site *Regard sur l'Est*, [www.regard-est.com/home].

⁸⁴ Zuzana Loubet del Bayle (sources: *lidovsky.cz*, *pravo.cz*) 17 décembre 2008 pour *Regard sur l'Est*, [www.regard-est.com].

⁸⁵ Ils venaient de régions situées à l'est de la chaîne de l'Oural.

⁸⁶ 93 000 km³, à peine plus grand que le Portugal.

⁸⁷ *Dictionnaire géopolitique des Etats*, ss.dir. de Yves Lacoste, paris, Flammarion, 1994, 674 p. ; p.268.

⁸⁸ Estimation au 1^{er} janvier 2006. Source INED (Institut national d'Etudes démographiques).

⁸⁹ Le magyar est une langue finno-ougrienne, au même titre que le finnois, l'estonien, le mordove, l'oudmourte, le mari, le carélien...

⁹⁰ Le résultat d'un tel contact avec tant de langues est que, selon les linguistes, seuls 60% des mots de cette langue seraient actuellement authentiquement magyars. Malherbe, M., « Hongrois », *Les langages de l'humanité*, Paris, Laffont/Bouquins, 2001, 1734 p. ; p.944.

⁹¹ Codes de lois *Compillatae Constitutiones Regni Transylvaniae* de 1670 et *Approbatæ Constitutiones Regni Transylvaniae* de 1677.

⁹² « langue hongroise », en magyar.

⁹³ Source : Lewis, Paul, *Ethnologue: Languages of the World*, Dallas, Texas, 2009 [www.ethnologue.com/show_language.asp].

propos de la langue à la lecture de la Constitution actuelle qui date de 1997. Aucune langue n'est désignée comme officielle, et un article indique seulement que les débats parlementaires se déroulent en magyar, précisant en outre que tout député dont le magyar n'est pas la langue naturelle doit en avertir l'Assemblée dans les vingt-quatre heures précédant toute session parlementaire afin que des dispositions soient prises⁹⁴. La langue hongroise est par ailleurs mentionnée dans le cadre des lois relatives à l'enseignement, ce qui est logique⁹⁵.

La protection des minorités linguistiques est en Hongrie un fait historique et nous nous souviendrons que ce pays fut le premier en Europe à adopter une loi à ce sujet. Cela se passait en 1968, à l'époque de la Double Monarchie. Fidèle à cette tradition, la Hongrie post-communiste a signé le 5 novembre 1992 la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* de 1992⁹⁶, l'appliquant notamment aux langues croate, allemande⁹⁷, roumaine, slovaque et slovène. Budapest tient à montrer sa tolérance et son respect des minorités, mais, à observer la carte centre-européenne des minorités linguistiques, et considérant l'Histoire, nous ne pouvons manquer de formuler deux observations : que d'une part la Hongrie est un pays homogène avec des minorités en faible nombre, ce qui fait qu'une telle loi ne lui pose pas de problème de cohésion majeur. Que d'autre part elle a des contentieux avec ses voisins au sujet de ses minorités magyarophones qui y vivent dans des conditions parfois difficiles. Les lois hongroises peuvent ainsi apparaître comme autant de leçons envoyées au-delà des frontières dans le genre « nous, nous respectons nos minorités, et vous, que faites-vous des nôtres ? » Il reste d'ailleurs en Hongrie une minorité dont les droits sont toujours en attente. Ce sont les Tsiganes. Cela explique les propos quelque peu amers d'une enquêtrice du *Centre des droits des Tsiganes d'Europe*, Victoria Mohacsi : « Avec cette loi, l'État hongrois n'a pas véritablement cherché à améliorer notre condition. Il a simplement voulu pousser les États frontaliers à donner des droits similaires aux minorités hongroises qui y vivent.⁹⁸ » Ce qui fait d'ailleurs dire à certains que si les pays voisins, tels la Slovaquie ou la Roumanie, se mettaient à adopter chez eux une législation du type de celle que l'Etat hongrois proclame, il se pourrait que ce dernier soit d'un seul coup quelque peu embarrassé et obligé de regarder ce qui ne va pas tout à fait chez lui.

D'autant que le nationalisme gronde depuis quelque temps sur les rives du Danube. Il prend même une tournure radicale avec la nouvelle donne politique à Budapest depuis les législatives du printemps 2010. Pour l'anecdote, la Hongrie est un des très rares pays dans lequel l'espéranto⁹⁹ est reconnu comme langue étrangère à part entière, en ce qui concerne l'obtention de diplômes.

SLOVENIE

Ils sont 2 000 000 sur un petit¹⁰⁰ pays adossé à l'Autriche, à l'Italie et à la Croatie et ils parlent le slovène qui s'écrit avec l'alphabet latin. C'est une langue slave proche du croate. Intégrés dans le Saint-Empire, les Slovènes vécurent dès le VIII^{ème} siècle adossés

⁹⁴ Tels les services de traducteurs, interprètes, etc.

⁹⁵ Source : Leclerc, Jacques. « Hongrie » dans *L'Aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 4 mai 2010, [www.tlfg.ulaval.ca/axl/europe/lettonie], (24 mai 2010).

⁹⁶ Elle fut le deuxième Etat après la Finlande.

⁹⁷ Les Allemands, répartis en îlots de peuplement à travers la plaine hongroise, sont encore 230 000, chiffre non négligeable. Leur langue fut reconnue dans les années 1980.

⁹⁸ Leclerc, Jacques, « Hongrie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, *op.cit.*

⁹⁹ Langue construite à vocation internationale créée par le Polonais Louis-Lazare Zamenhof en 1887.

¹⁰⁰ 20 273 km², les deux tiers de la Belgique.

aux autres peuples slaves des Balkans¹⁰¹. Une langue littéraire a existé depuis le X^{ème} siècle.

La Constitution ainsi que la législation sur la langue déclarent le slovène langue officielle de l'Etat. Cette législation s'est d'ailleurs trouvée renforcée par une loi votée en 2004¹⁰² qui protège juridiquement le slovène, en particulier dans le monde des affaires et du commerce. Le pays a beaucoup évolué depuis 1991 et l'immixtion de l'anglais est devenue manifeste, ce qui a incité le gouvernement à décider ces mesures. Le fait que le slovène soit également devenu obligatoire sur la Toile, donne une idée du sérieux avec lequel l'on prend ici la menace de ce nouvel impérialisme linguistique.

Les 90% de Slovènes du pays ne doivent pas faire oublier l'existence de minorités tels les italophones, magyarophones et germanophones. Les premiers ont eu jusque dans un passé récent un poids important dans l'histoire et la vie de la société locale et c'est ainsi que la langue de Dante est maintenant reconnue comme officielle¹⁰³ dans les circonscriptions ou communes où la minorité en question vit en groupes plus compacts. Il en va de même pour le hongrois et l'allemand, à des échelles plus réduites.

CROATIE

Les Croates se font connaître dans la région de la Dalmatie à partir du XI^{ème} siècle, et un peu plus tard dans le bassin de la Save sous le nom de *Hrvatski*¹⁰⁴. Ainsi se trouvait déjà approximativement définie l'aire croate actuelle¹⁰⁵ de peuplement, enserrant la Bosnie entre ses deux ailes, l'une maritime au Sud ouvrant sur la côte adriatique, et l'autre intérieure au Nord, appuyée contre la Hongrie.

La population arrive pratiquement à 4 487 000 habitants¹⁰⁶. La langue croate est le rameau occidental du serbo-croate, et s'écrit en caractères latins, ce qui est l'héritage de Rome et la traduction du catholicisme de la population¹⁰⁷. Pendant les longues années passées sous l'administration commune yougoslave, la langue fut le serbo-croate, que les Croates inversaient en l'appelant *hrvatskosrpski*, « croato-serbe ». Déjà... Avec l'indépendance de juin 1991, toute une politique de différenciation s'est brusquement mise en place et la *croatisation* de la langue est en marche : la moindre forme dialectale devient un élément fondamental constitutif de cette nouvelle langue dont on n'a de cesse de mettre désormais en relief l'ancienneté, notamment à travers la fameuse dalle de Baška, dans l'île de Krk¹⁰⁸, avec ses inscriptions glagolitiques composées, semble-t-il, au VII^{ème} siècle par Constantin le Philosophe.

Minoritaires dans l'ex-Yougoslavie, les Croates deviennent maîtres chez eux dans leur Croatie indépendante et ils se sont depuis le début des années 1990 appliqués à bien *croatiser* le serbo-croate parlé sur leur territoire. La Constitution de 1990 proclame que « l'usage de la langue croate et de l'alphabet latin sont officiels dans la république de

¹⁰¹ Cette situation favorisa des différenciations grammaticales, tel l'existence du duel, abandonné par les autres langues slaves.

¹⁰² Loi dite Loi relative à l'emploi de la langue slovène.

¹⁰³ Article 11 de la Constitution slovène. Leclerc, Jacques, « Slovénie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, Université Laval. [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/slovenie].

¹⁰⁴ *L'Europe et ses populations*, oeuvre collective, ss.dir. Abel et Yvonne-Delphée Miroglio, Martyrinus Nijhott, La Haye, 1978, 828 p. ; p.248.

¹⁰⁵ 56 538 km², un peu plus du dixième de la France.

¹⁰⁶ Source : projection faite pour juillet 2010, « Croatia », in *The World Factbook, CIA and ONU*. (mise à jour 12 mai 2010, consultation 24 mai 2010). [www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook]

¹⁰⁷ Les Serbes étant orthodoxes, donc de tradition byzantine, ils ont adopté le cyrillique. C'est la politique des princes croates et la décision d'unification avec la Hongrie qui orientera la Croatie vers Rome et la latinité, lui faisant tourner le dos à sa sœur serbe.

¹⁰⁸ Prononcer [keurk].

Croatie »¹⁰⁹. La langue est ainsi devenue l'enjeu d'une politisation particulièrement vigoureuse qui sert de couverture au nationalisme. Les sociétés étrangères ont été obligées de se plier aux lois croates sur la langue, qui exige que les raisons sociales soient désormais indiquées en croate et en alphabet latin¹¹⁰.

Une quête difficile et parfois controversée de l'identité croate au cours du XX^{ème} siècle a produit une fierté nationale qui se reflète dans le préambule de la Constitution de 1990, celui-ci établissant la République de Croatie « *comme l'Etat national du peuple croate et comme l'État des membres des autres peuples et minorités qui en sont ses citoyens* ». La distinction établie entre les citoyens ethniquement croates et les « autres peuples » est très parlant, ce qui incite le spécialiste Jacques Leclerc à parler de « démocratie ethnique »¹¹¹.

La configuration de la Croatie fait que l'on ne sera pas étonné d'y trouver des minorités diverses. Parmi celles-ci, nous trouvons les Serbes (4,5%), puis les Bosniaques musulmans (0,4%), les Italiens (0,4%), les Hongrois (0,4%), les Albanais (0,3%), les Slovènes (0,3%), et d'autres minorités en plus petit nombre encore¹¹². Si aucun ne possède le statut explicite de « minorité nationale » avec les droits qui vont de pair, il n'empêche qu'une reconnaissance et une protection de facto existent bien à travers de nombreuses dispositions locales qui valent tous les textes établis ailleurs, comme le font certains Etats qui déploient à cet égard des lois qui n'existent que formellement.

Un certain nombre d'intellectuels expriment une sorte de nostalgie pour une époque où chacun, de Trieste à Niš, pouvait se comprendre dans une unique langue serbo-croate... Ils perçoivent difficilement cette volonté de fragmentation qui a pris la classe politique. Ceux-ci répondent que le serbo-croate qui avait vocation à fédérer les esprits s'est échoué avec la période Milosevic. L'écrivain Miroslav Krleža¹¹³ l'exprimait déjà en disant que « le croate et le serbe sont une seule et même langue, que les Croates appellent le croate et les Serbes, le serbe ». C'était en 1969. Ils étaient *jugo-slaveni*... Slaves du Sud. Mais depuis, partout dans les Etats installés dans les limites des anciennes républiques de la défunte Fédération yougoslave, la fièvre de la purification linguistique s'est installée. Durablement. Il ne semble plus rester grand-chose du destin commun élaboré au lendemain de la victoire de 1918. C'était il y a un siècle...

BOSNIE-HERZEGOVINE

Ce pays en forme de gros triangle inversé¹¹⁴ semble pris en étau entre ses deux voisins croate et serbe dont elle est partie prenante... A un tel point qu' « *il est difficile de parler de peuple bosniaque ou de peuple herzégovien* »¹¹⁵. Car dans le fond, de quoi s'agit-il ? De Croates et de Serbes qui à l'époque de la domination ottomane ont embrassé l'islam. Ni plus, ni moins. La *différenciation* bosniaque n'est donc ni d'ordre ethnique, ni d'ordre linguistique.

Si la population de Bosnie-Herzégovine est facile à établir, celle-ci donnant 3 600 000 habitants, il n'en va pas de même pour les locuteurs du bosnien, parfois un peu trop

¹⁰⁹ Article 12 de la Constitution.

¹¹⁰ Ainsi la *Loi sur les sociétés commerciales* de 1993, et modifiée en 2003, touche plus de 21 000 sociétés ; Source : Leclerc, Jacques, « Croatie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 4 mai 2010. [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/croatiepolcroa.htm]. Consultation 24 mai 2010.

¹¹¹ Leclerc, Jacques, « Croatie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, op.cit.

¹¹² Roumains, Ruthènes, Ukrainiens, Russes, Juifs, Tsiganes...

¹¹³ Miroslav Krleža, écrivain yougoslave croate, 1893-1981.

¹¹⁴ 51 129 km², soit un peu moins d'un dixième de la France.

¹¹⁵ *L'Europe et ses populations*, op.cit., p.164.

rapidement assimilé aux statistiques les classant sous l'étiquette « musulmans », et les estimations restent vagues¹¹⁶. Suite aux accords de Dayton signés en 1995, le pays est devenu une confédération de deux entités¹¹⁷. Afin de mieux équilibrer la société et d'en finir avec la confusion qui assimilait bosniaque et musulman, le gentilé bosnien a été créé pour désigner les habitants ou citoyens de Bosnie-Herzégovine qui peuvent être bosniaques, serbes ou croates. Leur pourcentage respectif dans l'ensemble de la population est de 44%, 31% et 17%. Il faut y ajouter presque 8% de « Yougoslaves », terme qui sert à désigner en réalité les Tsiganes.

La Constitution de 1995 reconnaît les trois langues officielles déjà nommées. Le bosnien provient de la variante locale serbo-croate appelée *dialecte chtokavien* ou *štokavski*, dénomination qui provient de la manière dont est prononcé le pronom interrogatif « quoi » ou « [chto]. Sous la domination ottomane, le bosnien s'écrivit en caractères arabes. Les formes latine et cyrillique sont acceptées et devenues officielles dans les entités croate d'une part et serbe d'autre part. L'Etat yougoslave, s'il reconnaissait une « nationalité musulmane », ne reconnaissait pas en revanche de langue bosnienne. C'était la période de la langue serbo-croate. La langue bosnienne tente d'exister mais comme elle prétend accepter son double héritage et qu'elle ne vit pas sur le rejet, son émergence est difficile. Elle met en valeur les emprunts turcs de son lexique, nettement en plus grand nombre que dans les autres langues slaves.

Le cas bosniaque nous montre combien il est aléatoire de décréter qu'une entité administrative puisse devenir un peuple avec une conscience collective commune. Ce n'est que le temps qui pourra nous dire si la fragile construction politique qui vient tout juste d'être échafaudée¹¹⁸ tiendra la route, d'autant que la reconnaissance par les Européens de l'indépendance kosovar de février 2008 a réveillé les velléités de la partie serbe qui continue de regarder vers Belgrade. Quant à la *bosanski jezik* elle doit encore prouver qu'elle est autre chose qu'une simple variante du serbo-croate.

SERBIE

Sur un territoire de dimensions moyennes¹¹⁹ considérablement rétréci par rapport à l'ex-entité yougoslave mais correspondant au noyau d'origine serbe vit ici une population estimée à 7 300 000 habitants¹²⁰. C'est la Serbie, pays devenu complètement enclavé géopolitiquement depuis qu'il a été dépouillé du Monténégro qui lui donnait son ultime accès à la mer.

La langue pratiquée est le serbe, correspondant au groupe majoritaire à raison de 80% du total de la population. Le serbe est une langue slave méridionale qui s'écrit en caractères cyrilliques, écriture qui est un héritage des prêches de Cyrille et de Méthode et de l'influence qu'eut Byzance ici, où c'est le christianisme orthodoxe qui est pratiqué. Le serbe est donc la langue officielle, pratiquée dans sa version iékavienne¹²¹.

La Serbie et le Monténégro formèrent entre 2003 et 2006 l'éphémère Etat de Serbie-et-Monténégro¹²² qui avait remplacé la défunte République fédérale de Yougoslavie, laquelle ne regroupait d'ailleurs plus que ces deux pays depuis 1992. La Serbie fut le cœur du

¹¹⁶ Les chiffres donnent une large « fourchette », allant de 2 200 000 à 4 000 000 de locuteurs.

¹¹⁷ La République serbe de Bosnie (entité serbe) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine (entité croate).

¹¹⁸ Avec les accords de Dayton (Ohio, Etats-Unis) de novembre 1995 (mais signés à Paris le 14 décembre suivant).

¹¹⁹ 77 474 km², soit un pays un peu moins grand que la Tchéquie.

¹²⁰ 2009.

¹²¹ Variante serbe.

¹²² Du 4 février 2003 au 3 juin 2006, date de l'accession à la souveraineté séparée du Monténégro.

système yougoslave dont elle comportait la capitale. Aussi est-il logique d'y croiser un grand nombre de minorités : minorité hongroise (4,8 %), bosniaque (1,7 %), croate (1,4 %), macédonienne (1,4 %), albanaise (1,4 %), tzigane (1 %), monténégrine (1 %), ou encore slovaque (0,9 %), turque (0,5 %), tchèque (0,5 %), bulgare (0,3 %), polonaise (0,3 %), ruthène (0,2 %) ... Leur grand nombre a pour résultat que la part de chacune est d'ailleurs minime dans le cadre national. A ces minorités correspondent autant de variétés de langues qui peuvent être slaves¹²³ ou appartenir à d'autres familles¹²⁴. Si l'usage des langues de ces minorités était régi par des textes précis au sujet des écoles sous la gouvernance de Tito, l'on devine sans mal que la préoccupation de Milosevic alla dans le sens de la centralisation et de la serbisation. La Serbie de 2010 émerge donc d'une période de soubresauts et de mues difficiles qui a tout de même duré vingt ans. Elle a compris qu'elle devait s'aligner sur les standards politiques et juridiques en cours en Europe occidentale si elle voulait s'y intégrer ou du moins être reconnue par celle-ci. Aussi a-t-elle depuis 2002 promulgué une loi¹²⁵ sur la protection des libertés et des minorités allant dans le sens d'une nouvelle reconnaissance de celles-ci, mais entre ce que proclament les beaux textes et la réalité sur place, le constat est qu'il reste encore beaucoup à faire.

Située au Nord en bordure de la Hongrie, la Voïvodine est un véritable patchwork de nationalités et de langues. Sur une superficie relativement modeste¹²⁶ cohabitent un peu plus de 2 000 000 d'habitants¹²⁷. Les Serbes sont majoritaires (65%) et se trouvent un peu partout. Ils sont suivis par une multitude de minorités dont la plus importante est celle des Hongrois (14,2%) que l'on trouve surtout dans le Nord. Suivent des Slovaques, Croates, Roumains, Monténégrins, Macédoniens, Tsiganes, etc.¹²⁸ Sous le pouvoir du communiste Tito, la Voïvodine fut dotée de cinq langues officielles¹²⁹. Cette stratégie convenait bien à une région qui ne se définissait qu'au niveau des communautés ; c'étaient d'ailleurs les communes qui avaient la gestion des langues sur place. L'entité administrative jouissait d'ailleurs d'un statut d'autonomie qu'elle conserva jusqu'en 1989, année de l'arrivée du dirigeant Milosevic ; celui-ci ouvrit une période radicalement différente, le pouvoir yougoslave tomba le masque et laissa place à une serbisation musclée qui se traduisit entre autres par l'imposition du serbe comme unique langue officielle de l'Etat tout entier, incluant en conséquence le Kosovo et la Voïvodine, provinces dans lesquelles cette décision fut très mal vécue. Le 23 janvier 2002, le Parlement de Belgrade rétablissait par vote l'autonomie de la Voïvodine, le nouveau statut lui reconnaissant désormais six langues officielles¹³⁰ dont l'usage de l'une ou de plusieurs est reconnu dans un certain nombre de municipalités¹³¹. Il se pose enfin pour la Serbie le douloureux problème du Kosovo qui a proclamé son indépendance unilatéralement en février 2008, et où continue de résider une minorité serbe dont l'existence, à l'ombre des ennemis traditionnels albanais, ne tient plus que de la survie.

MONTENEGRO

Depuis le 3 juin 2006, la Fédération yougoslave, qui n'était plus limitée qu'à la Serbie et au Monténégro, n'existe plus depuis l'érection de la seconde entité en Etat indépendant.

¹²³ Comme le croate, le bosniaque, le slovène, le macédonien, le slovaque, le ruthène, en plus du serbe.

¹²⁴ Tel le roumain (langues romanes), le turc (langue altaïque), le hongrois (finno-ougrien), ou encore le tzigane (indo-iranien).

¹²⁵ *Loi sur la protection des droits et libertés des minorités nationales* (2002).

¹²⁶ 21 506 km², soit les deux tiers de la Belgique.

¹²⁷ Soit un peu plus du quart de la population totale de la Serbie.

¹²⁸ Voici une liste incomplète des vingt-six groupes présents sur place : Serbes (65%), Hongrois (14,2 %), Slovaques (2,7 %), Croates (1,0 %), « Yougoslaves » (qui ne se reconnaissent ni Serbes ni Croates, 2,4 %), Monténégrins (1,7 %), Roumains (1,5 %), Tsiganes (1,4 %), les Bunjevci (Serbes ayant embrassé le catholicisme, 0,9 %), Ruthènes (0,7 %), Macédoniens (0,5 %), Ukrainiens, Albanais...

¹²⁹ A savoir : serbo-croate, hongrois, ruthène (slovaque), roumain, slovène.

¹³⁰ Serbe, croate, hongrois, roumain, slovaque, ruthène

¹³¹ Soit 29 municipalités sur les 45 de la province. *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, op.cit.

Dans l'un des plus petits espaces politiques d'Europe¹³² vit une population estimée à 616 258 habitants en 2003, répartie entre la majorité monténégrine relative de presque 44%, suivie du groupe serbe en position minoritaire mais concurrente avec 36% ; suivent des îlots bosniaque (7,7%), albanais (5%), croate (1%) et d'autres¹³³ en nombre très mineur¹³⁴.

La question de la langue maintenant : quelle langue parle-t-on en *Crna Gora*¹³⁵ ? Officiellement, c'est le monténégrin. Le problème, c'est que le monténégrin, c'est du serbe ! Ni plus, ni moins. Mais l'indépendance est passée par là et le Monténégro entend désormais se distinguer de sa grande sœur serbe. Comment ? En décrétant que le serbe du Monténégro sera du monténégrin. C'est ce que nous apprend la lecture de la nouvelle Constitution de 2007¹³⁶ qui proclame que *la langue officielle est le monténégrin*. L'ancienne Constitution décrivait cette même langue comme *la langue serbe issue du dialecte iékavien*. Toute la nuance est dans les mots employés... Sachant que le serbo-croate est à l'origine une même langue, nous comprenons que c'est bien l'Histoire qui, entraînant le morcellement politique auquel l'on a assisté, a imposé progressivement à son tour un morcellement linguistique voulu. L'émergence du monténégrin en tant que langue tient donc d'une pure volonté politique de différenciation d'avec une Serbie dont les nouvelles autorités locales contestent brusquement l'héritage culturel. Des commissions sont créées et se réunissent, conjuguant leurs efforts pour imaginer cette langue nationale qui légitimerait les options de ceux qui décidèrent la rupture de 2006.

Cette langue serbe politiquement métamorphosée en monténégrin par décret est la seule langue officielle employée au Parlement et il doit s'écrire avec l'alphabet cyrillique. Cependant, l'usage de l'alphabet latin est autorisé¹³⁷. Le nouveau contexte géopolitique européen rend la translittération latine à la mode, mais le cyrillique résiste bien, d'autant qu'il est plus représentatif du fonds identitaire national qui relève de l'orthodoxie. Le jeune Etat monténégrin n'en est pas moins tolérant avec ses minorités et il est intéressant de souligner à ce propos l'existence d'un article de loi¹³⁸ qui donne aux minorités ethniques et linguistiques une représentation proportionnelle au Parlement. Les langues minoritaires employées sont le serbe de Serbie et de Bosnie, le croate et l'albanais.

ALBANIE et KOSOVO

Dans ce *pays des aigles*¹³⁹ vit un peuple différent des autres qui se distingue en Europe. Par sa langue d'abord. La langue albanaise a toujours été une arme au service de la cohésion et de l'identité dans ce pays remarquablement homogène. Tout Albanais s'identifie d'abord par son appartenance à sa communauté linguistique et cet aspect supplante le facteur religieux, bien que celui-ci ne soit pas à négliger non plus. Comme nous le savons, les habitants sont musulmans pour 70%¹⁴⁰ et chrétiens pour 30%¹⁴¹, reflétant les influences romaine, byzantine et slave, puis ottomane au fil des siècles.

¹³² 13 812 km², moins de la moitié d'un pays comme la Belgique.

¹³³ Macédonien, slovène, chacun avec seulement 0,1%.

¹³⁴ Leclerc, Jacques, « Monténégro », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval.. Mise à jour août 2009.

[www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/montenegro].

¹³⁵ « Montagne Noire » en serbo-croate traditionnel.

¹³⁶ Constitution adoptée par le Parlement le 19 octobre 2007, en remplacement de l'ancienne qui datait de 1992 (époque du Monténégro yougoslave).

¹³⁷ Les deux alphabets sont légaux et égaux dans la pratique de la vie courante.

¹³⁸ Il s'agit de l'article 29 de la *Loi sur l'exercice des droits et libertés des minorités nationales et ethniques*. Référence [www.tlfq.ulaval.ca].

¹³⁹ C'est ce que signifie le nom de *Shqipëria*, « pays des aigles » ; 28 748 km², soit presque l'équivalent de la Belgique.

¹⁴⁰ L'Albanie est de ce fait le premier pays musulman d'Europe et le seul dans lequel l'islam soit majoritaire et pratiqué par une population autochtone.

¹⁴¹ Chrétiens catholiques ou orthodoxes.

Différence ethnique aussi. 94% des 3 600 000 habitants¹⁴² sont des Albanais de souche. Les minorités sont constituées par les Grecs dans le Sud¹⁴³ (2%), les Aroumains (3%), les Serbes, les Macédoniens et les Tsiganes.

L'homogénéité linguistique albanaise n'empêche pas l'existence de dialectes ou de variantes. Il y a ceux qui parlent l'albanais guègue au Nord et les locuteurs de l'albanais tosque au Sud, le fleuve Shkumbin constituant une sorte de ligne de partage dialectal. A l'heure actuelle, c'est le tosque qui sert de référence pour la langue officielle et les textes littéraires, provoquant un fort sentiment d'oubli de la part des « nordistes » attachés au guègue.

L'albanais jouit d'un monopole de facto et sa place est incontestée. Cela n'empêche pas l'existence de commissions chargées de vérifier l'évolution des usages et en 1972, alors qu'aucune influence extérieure ne semblait encore viser ce pays qui vivait sous la férule d'un régime communiste très clos, un Congrès de l'orthographe se tint à Tirana; il en ressortit la décision de créer une langue standard, unifiée, susceptible de porter une littérature « *pan-nationale* » permettant d'apporter « *l'unité nationale au peuple albanais divisé en quatre Etats.* » En lisant entre les lignes, il était facile de comprendre que la Yougoslavie était visée...

Mais cela se passait il y a bientôt trente ans... Bien des événements se sont déroulés depuis. La société a été profondément bouleversée avec la fin du régime communiste, l'ouverture de l'Albanie, sa découverte du monde extérieur avec la multiplication des migrants, sans parler de l'éclatement yougoslave qui a attisé le *pan-albanisme* et les rêves d'une Grande Albanie, surtout au Kosovo et dans la partie occidentale de la Macédoine. Cette langue qui a vécu très longtemps en autarcie découvre que son épiderme était bien mince et que celui-ci est d'ores et déjà très affecté par une nouvelle langue, celle des influences extérieures et de l'Internet, l'évolution se faisant d'autant plus rapidement que la classe politique a adopté cette mode, relayée sans attendre par les citoyens¹⁴⁴.

L'ethnie albanaise déborde largement les frontières, notamment au Nord et à l'Est, en direction de l'ex-Yougoslavie et de la Macédoine¹⁴⁵. Belgrade avait cru trouver une solution médiane en érigeant le Kosovo en région autonome, mais cette autonomie fut supprimée à l'époque du dirigeant Milosevic. Le résultat ne se fit pas attendre : le Kosovo s'embrasa et les milices contrôlèrent bientôt presque tout ce petit espace assez densément peuplé¹⁴⁶. Les Kosovars durent se sentir assez sûrs d'eux-mêmes puisqu'ils franchirent le pas ultime en proclamant leur indépendance en février 2008. La Serbie affaiblie n'avait plus qu'à accepter le fait accompli.

Nous quitterons l'Albanie en évoquant une minuscule minorité menacée de disparition : il s'agit des Slaves musulmans de la vallée de la Gora, au sud du Kosovo. On les nomme Gorani¹⁴⁷. Cette petite région, coincée dans les Montagnes du Shar, se vide de sa population qui préfère s'en aller plutôt que de subir les vexations d'un environnement humain qui ne l'admet pas dans une contrée où la tolérance semble être encore une vertu à inventer.

¹⁴² Estimation de 2008. Source INED, *population et société*, n°436 (juillet 2007).

¹⁴³ C'est d'ailleurs là que des tendances sécessionnistes continuent d'exister avec les revendications des hellénophones de l'Épire du Nord.

¹⁴⁴ D'après un article de Fatine Neziroski, site *Regard sur l'Est*, [www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=949].

¹⁴⁵ Il est question des Albanais de Macédoine lors de l'étude de ce pays.

¹⁴⁶ Le Kosovo représente 10 887 km² et abrite 1 808 000 habitants, à une écrasante majorité albanaise.

¹⁴⁷ Sans le -s final propre à nos pluriels.

MACEDOINE

Le nom de ce pays est une bonne indication au sujet de sa composition ethnique, religieuse et linguistique. Sur un territoire qui correspondrait à une région française¹⁴⁸ vivent 2 050 554 habitants selon l'estimation du 1^{er} juillet 2006¹⁴⁹. La langue est le macédonien, qui est en vérité une forme dialectale du bulgare et dont elle peine d'ailleurs à se différencier¹⁵⁰. La Constitution de 1991 reconnaît vingt-huit peuples. Il y a d'abord les Macédoniens, que certains assimilent aux Bulgares, au point que certaines franges nationalistes bulgares vont jusqu'à revendiquer ce pays comme composante d'une Grande Bulgarie dont ils se prennent à imaginer d'extensibles contours.

Les Albanais sont après les Macédoniens la deuxième composante, forte de 500 000 membres, soit 20% de la population. Leur localisation sur une aire bien définie correspondant à toute la frange occidentale et nord-occidentale du pays, leur donne un contact direct avec l'Albanie et le Kosovo et les place dans une situation frontalière stratégique. Conscient de la fragilisation qu'une telle situation pourrait apporter dans le cadre de l'Etat macédonien, celui-ci a pris ses précautions dès la déclaration d'indépendance du 17 novembre 1991, le président de l'Assemblée de l'époque¹⁵¹ déclarant solennellement qu'il « assure une égalité complète des droits civiques et une cohabitation durable du peuple macédonien avec les Albanais, Turcs, Valaques, Roms... »¹⁵²

L'article 7 de la Constitution, s'il déclare que « la langue officielle en République de Macédoine est le macédonien et son alphabet le cyrillique », n'oublie pas cependant que « dans les collectivités territoriales où les membres des nationalités sont en majorité, leurs langues et alphabets sont, à côté du macédonien et du cyrillique, également en usage officiel de la manière déterminée par la loi » et que dans ces mêmes collectivités où les membres des nationalités « sont en nombre considérable, leurs langues et alphabet sont en usage officiel à côté du macédonien et du cyrillique, dans les conditions et de la manière déterminées par la loi. »¹⁵³

Les autres minorités sont les Turcs, les Valaques, puis les Tsiganes, en plus petit nombre. En dépit de la tolérance dont elle témoigne au regard des minorités, la Constitution macédonienne ne semble pas satisfaire les revendications de certains, notamment des Albanais engagés dans un « toujours plus! » sur les revendications linguistiques et culturelles. Réunis au sein de formations politiques parfaitement légales, ils réclament un statut de « nation » qui prendrait la relève de la désignation de « minorité » qui ne leur convient pas. Les pressions « amicales » de l'Albanie réclamant à Skopje le statut de « nation constitutive » pour les Albanais est une réalité d'autant plus mal vécue par les autorités qu'elle sont conscientes de leur peu d'efficacité sur cette frange de territoire toujours prête à leur échapper¹⁵⁴. En résumé, l'état d'esprit des Albanais ressemble à celui

¹⁴⁸ 25 333 km², soit la superficie de la Champagne-Ardenne ou du Poitou-Charentes. Moins grand que la Belgique.

¹⁴⁹ Estimations CIA, « Macédoine » dans *The World Factbook*.

[www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook].

¹⁵⁰ Au point que le macédonien n'est même pas mentionné dans la longue liste des langues étudiées dans le volumineux ouvrage de Michel Malherbe *Les langages de l'humanité*, op.cit.

¹⁵¹ Stojan Andov

¹⁵² Site de l'Assemblée de la République de Macédoine (version française).

[www.sobranie.mk/fr/default-FR.asp]

¹⁵³ Assemblée de la République de Macédoine. Même site.

¹⁵⁴ Quelques exemples concrets nous sont fournis par la création de l'Université indépendante albanaise de Tetovo (ville de la Macédoine occidentale, en zone albanophone), financée presque entièrement par des « fonds de la diaspora » albanaise, expression qui cache une autre réalité préoccupante (le contrôle du narco-business par cette même diaspora) ; l'université a été inaugurée en février 1997 et elle fonctionne en dépit des protestations du gouvernement qui ne l'a pas reconnue. Nous pourrions également évoquer l'acquisition de biens immobiliers et de vastes espaces, toujours dans la zone albanophone, contribuant à rendre celle-ci toujours plus détachée et lui donnant

d'une communauté qui s'organiserait comme si elle vivait déjà un peu son propre destin... L'on comprend dès lors que pour un pays qui s'est appliqué depuis bientôt vingt ans à revendiquer une identité macédonienne, au prix de l'isolement diplomatique que l'on sait, la simple idée de devoir faire admettre la notion d'Etat bizonal serait vécue comme une négation de tout ce qui a été entrepris. Une catastrophe pour l'Etat macédonien. C'est aussi la raison qui explique la montée de positions radicales chez les uns comme chez les autres, la langue étant l'un des premiers vecteurs de ce nouveau combat.

ROUMANIE

La Roumanie¹⁵⁵ est une île latine dans une mer slave, dit-on. Le roumain, *limba română*, est effectivement une langue romane qui s'est développée à la faveur de la colonisation romaine sous Trajan, au I^{er} siècle. Si elle est surtout compréhensible pour les Italiens, elle conserve des substrats thraces d'avant la conquête romaine portant sur quelques dizaines de mots¹⁵⁶. Le vocabulaire actuel est à plus de 80% latin, mais l'apport slave dû à la situation géographique n'est pas négligeable, puisqu'il est estimé à entre 10 et 15%. Des emprunts à l'allemand, au hongrois, au français, au grec, voire au turc, complètent le paysage de cette langue. Les Roumains sont ethniquement des latins, mais leur christianisme est l'orthodoxie. C'est pourquoi la langue ne s'est écrite en caractères latins qu'à partir de 1860¹⁵⁷. La nation roumaine, particulièrement identifiée par sa langue, déborde largement les frontières politiques de la Roumanie, essentiellement vers l'Est avec la Moldavie, l'Ukraine et même la Russie et plus généralement l'ex-URSS¹⁵⁸.

En 1948, les communistes prirent le pouvoir et proclamèrent la République populaire de Roumanie. Jusqu'en 1962, la Roumanie aligna ses politiques sur celles de l'Union soviétique. L'étude du russe devint obligatoire et la connaissance de cette langue était indispensable pour qui prétendait occuper des responsabilités dans la société et la vie politique. Le dirigeant Nicolae Ceaucescu développa un national-communisme ombrageux. La politique linguistique suivit cette ligne qui, sous le couvert d'une affirmation d'indépendance vis-à-vis de l'URSS, fut surtout dommageable pour les minorités, à commencer par l'importante communauté hongroise de Transylvanie. L'on vit les écoles et les centres représentatifs de la culture et de la présence hongroise fermer peu à peu. La toponymie fut touchée à son tour en avril 1988 avec le remplacement des noms magyars par des noms roumains. Parmi les langues étrangères enseignées, le français fut épargné. Alors que la Roumanie était encore communiste, l'anglais commençait déjà à s'insinuer dans la langue par de multiples expressions. Depuis les années 1990, cette tendance n'a fait que s'accroître, avec d'autant plus de facilité que ce vocabulaire migrant ne se trouve pas roumanisé. Les esprits s'en ressentent et sont fortement marqués.

La révolution de 1989 inaugura une ère nouvelle. Une nouvelle Constitution fut promulguée, axant l'usage des langues selon deux volets, à savoir la langue nationale officielle – le roumain – et les langues des minorités. Comme le proclame l'article 13, le roumain est la langue officielle en Roumanie. Des articles précis garantissent aux minorités le droit « de conserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle,

les contours d'un Etat dans l'Etat... Source «Macédoine » dans *Observatoire géopolitique des drogues*, site *Voltaire.net.org*. Article du 1^{er} septembre 1997. [www.voltaire.net.org/article7401.html]. Consulté le 24 mai 2010.

¹⁵⁵ 238 391 km², soit un peu moins de la moitié de la France.

¹⁵⁶ La « fourchette » est estimée entre 60 et 300 mots.

¹⁵⁷ Le célèbre *Dictionarul limbii române* ou « Dictionnaire de la langue roumaine » étant le plus remarquable témoignage de cette période, co-écrit par August Treboriu Laurian et Ioan C. Massim.

¹⁵⁸ 409 600 roumanophones en Ukraine en Transcarpatie, Bucovine et à Odessa ; Ils sont 177 640 en Russie et l'on en rencontre jusque dans les Etats actuels du Caucase et d'Asie centrale. Ils sont jusqu'à 33 000 au Kazakhstan. Cette situation est la lointaine conséquence des déportations soviétiques d'après-guerre.

linguistique et religieuse », d'« apprendre leur langue maternelle » et d'« être instruits dans cette langue ». Si les premiers concernés sont les Hongrois de Transylvanie, au nombre de 1 435 000 (soit 6,6% de la population totale de Roumanie), les plus petites communautés tels les Bulgares (0,4 %), les Polonais (0,4 %), les Tatars (0,1 %), voire les Turcs, veillent cependant à ne pas être oubliés dans l'affaire.

Le roumain est la seule langue utilisée par les députés et sénateurs au Parlement. Les lois ne sont rédigées et promulguées qu'en roumain. Néanmoins, les diverses minorités nationales sont représentées à la Chambre des députés du Parlement de deux façons: ou bien les membres des minorités s'inscrivent dans un parti politique et se font élire lors des élections, ou bien ils sont représentés d'office en raison de leur trop petit nombre. Les tribunaux et les instances juridiques n'utilisent en principe que le roumain, mais certaines facilités, notamment des services gratuits de la part d'un interprète, sont prévues dans les territoires où les minorités sont concentrées. La Constitution de la Roumanie au sujet du Droit indique clairement que les procédures judiciaires ne peuvent se dérouler qu'en roumain¹⁵⁹, laissant aux citoyens membres d'une minorité linguistique la possibilité d'avoir recours à un interprète commis d'office et gratuit¹⁶⁰. Une disposition spécifique est prévue pour les Hongrois de Transylvanie à cause de leur présence compacte sur place¹⁶¹.

L'enseignement roumain est à la veille de réformes en 2010 et peut-être est-ce l'occasion de faire un peu le point à ce sujet. En Roumanie, la scolarité obligatoire dure dix ans¹⁶², se décomposant en trois phases¹⁶³. Le corps enseignant roumain est largement féminisé comme presque partout, mais il est aussi sociologiquement hétérogène. Il est surtout actuellement vieillissant, les jeunes générations étant beaucoup moins attirées que leurs aînés par une profession qui a perdu de son prestige avec la perte des valeurs d'autrefois. Entrer dans l'enseignement en Roumanie, c'est l'assurance de devoir se contenter d'un salaire bas, d'être peu considéré socialement et de se retrouver aux prises avec une génération qui manque de repères éducatifs avec les problèmes que cela engendre. Le résultat est que les enseignants qui partent à la retraite ne sont que rarement remplacés¹⁶⁴. Un autre constat est la chute de plus de 1 000 000 de la population scolarisée sur une période de vingt ans, ce qui est alarmant¹⁶⁵. La baisse des effectifs, la suppression de classes, l'abaissement de la période de scolarité obligatoire¹⁶⁶, la démographie peu dynamique et l'exil de nombreux jeunes sont une explication selon le sociologue roumain Ioan Marginean¹⁶⁷. En revanche, le nombre d'étudiants a beaucoup augmenté avec la fin du régime communiste¹⁶⁸. La modernisation subite de l'enseignement supérieur explique ce phénomène, mais il s'agit la plupart du temps d'universités privées¹⁶⁹, ce qui oblige les étudiants à de gros sacrifices financiers. L'enseignement supérieur à distance s'est aussi beaucoup développé¹⁷⁰. Mais ce coup de fouet touchant l'enseignement supérieur semble tenir davantage d'un besoin de prestige que d'un réel souci des réalités économiques : en effet, les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi éprouvent des difficultés pour trouver un travail correspondant à ce que leur diplôme leur faisait espérer. Il y a là une distorsion

¹⁵⁹ Article 127 de la Constitution.

¹⁶⁰ Remarquons que cette disposition n'oblige nullement le juge à parler ou à comprendre la langue de l'accusé ou des témoins.

¹⁶¹ Un procès en langue magyare est autorisé, à conditions que toutes les parties s'accordent au préalable. Il n'y a donc aucune disposition pour les plus petites minorités.

¹⁶² De 6 à 15 ans.

¹⁶³ Enseignement élémentaire de 6 à 9 ans ; enseignement secondaire dit « gymnasial » de 10 à 13 ans ; suivis de l'entrée soit dans un lycée, soit dans un établissement technique de 14 à 15 ans.

¹⁶⁴ Informations établies d'après une communication en date du 15 mai 2010, signée Dany Bourdet, sociologue, professeur contractuel en Sciences de l'éducation à l'université Charles-de-Gaulle de Lille (Lille III), auteur d'une thèse de doctorat sur *Les pratiques communicationnelles médiatisées des étudiants roumains à Iasi*.

¹⁶⁵ Pour le cycle scolaire 1989-1990, la Roumanie comptait 5 544 648 élèves. Ils sont 4 325 000 pour le cycle 2008-2009.

¹⁶⁶ L'on est passé de dix à huit ans entre 1990 et 2003.

¹⁶⁷ Cité par Dany Bourdet dans sa communication servant de base à la présente analyse.

¹⁶⁸ 192 810 étudiants en 1990-1991 contre 907 353 pour 2008-2009, soit une multiplication par huit.

¹⁶⁹ Ces universités privées accueilleraient près de la moitié des effectifs étudiants pour le cycle 2008-2009.

¹⁷⁰ Il concernait 260 911 étudiants pour la période 2007-2008.

manifeste entre la politique d'enseignement et les choix économiques. Souvent opérées à coups d'ordonnances et de lois successives¹⁷¹, les réformes en cours accélèrent la décentralisation et l'autonomie des établissements, mais avec pour conséquence une réduction inquiétante du nombre des établissements et des enseignants, posant de gros problèmes surtout dans les campagnes déjà délaissées et encore grandes perdantes de l'affaire¹⁷².

MOLDAVIE

Située entre Prut et Dniestr, ce pays¹⁷³ de collines et de vignobles apparaît comme l'appendice roumain en terre ex-soviétique. C'est là que vivent 4 010 500 habitants¹⁷⁴ qui parlent pour une large part la *limba moldovenească* comme les Moldaves désignent avec affection leur langue, partie prenante de leur identité profonde.

Le moldave fut au cours du XX^{ème} siècle le jouet de l'impérialisme soviétique qui imposa à cette langue non seulement un changement d'écriture, la faisant passer du latin au cyrillique, mais également un changement de nom destiné à redistribuer les cartes et à brouiller l'Histoire. Car la Moldavie actuelle n'est autre que la Bessarabie historique et sa langue est le roumain, le terme de *moldave* étant tout simplement une usurpation politique. Mais l'Histoire laisse des traces et le nom n'a plus été modifié depuis. Au moment où la société soviétique commençait à beaucoup bouger, une première *loi sur le statut de la langue officielle* fut promulguée le 31 août 1989, en même temps qu'un retour à l'alphabet latin¹⁷⁵ était décidé. Cette petite révolution, destinée au départ à calmer les esprits, fut vécue comme une concession et attisa l'envie des habitants de se tourner vers leur sœur roumaine qui, ne l'oublions pas, vivait aussi une période de turbulences¹⁷⁶.

La Moldavie, c'est donc 77% de roumanophones. Mais les choses ne sont pas si simples, car la géopolitique dicte ses lois et elles sont pesantes en ces lieux. Les Moldaves sont partagés. Linguistes, académiciens, politiques ne cessent de disserter sur le fait de savoir si le moldave doit être oui ou non considéré comme du roumain. Dialecte roumain ? Invention soviétique destinée à diviser et qu'il faut corriger au plus vite ? Doit-on donner au moldave une existence propre et le différencier au maximum ? Ces questions sur la définition de la « langue » moldave ne sont pas anodines, car il en va de la définition des contours de la « nation » moldave. L'enjeu n'est pas mince, puisqu'il dépasse les frontières et prend immédiatement une tournure géopolitique engageant les rapports avec à la fois les minorités intérieures et les voisins. Les susceptibilités doivent être ménagées. Le débat sur la langue prend immédiatement en Moldavie une tournure politique gravissime. Le premier personnage de l'Etat, le président Mircea Snegur, déclarait en 1990¹⁷⁷ à propos de la langue du pays : « *Nous partageons la même langue avec nos frères de Roumanie. Mais, pareillement, personne ne peut dénier l'existence de certaines nuances... D'après moi, (...) nous ne pouvons remettre en cause le fait que nos frères et nos sœurs parlent légèrement différemment de nous. L'acceptation de cette différence a été caractéristique tout au long de*

¹⁷¹ 1995, 1997, 2003, 2005, 2006 et prochainement.

¹⁷² Propos et analyses établis d'après la communication de Dany Bourdet, 15 mai 2010., *op.cit.*

¹⁷³ 33 843 km², plus grand que la Belgique.

¹⁷⁴ Chiffre de 2005 et qui tient compte des 555 500 habitants de la Transnistrie qui vit retranchée politiquement depuis 1991.

¹⁷⁵ *Loi relative au retour de la langue moldave à la graphie latine*, 1989. Leclerc, Jacques, « La majorité moldave », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/moldavie.htm].

¹⁷⁶ Révolution de Bucarest et exécution du couple Ceausescu le 25 décembre 1989.

¹⁷⁷ Leclerc, Jacques, « La majorité moldave », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval.

[www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/moldavie.htm].

*l'histoire et je ne vois pas pourquoi nous faisons tout ce que nous pouvons pour l'oublier maintenant.*¹⁷⁸»

Etre réuni sur un petit morceau de terre n'implique pas pour autant l'unité. La Moldavie, la plus petite des ex-RSS avec l'Arménie, a fait l'expérience de ses divisions alors que son indépendance sonnait à peine. Cela nous amène à considérer l'existence des minorités. La plus importante d'entre elles est constituée par 450 000 Ukrainiens (plus de 10%), suivis de 340 000 Russes (8%), ce qui donne un poids non négligeable à la « part slave » du pays. Cette population slave, surtout concentrée sur la rive gauche du Dniestr¹⁷⁹, décida un beau jour qu'elle ne supportait pas davantage la prise des responsabilités politiques par les roumanophones et elle fit sécession¹⁸⁰. Elle se retrancha et c'est ainsi que naquit un sanctuaire de l'époque soviétique qui continue de poursuivre son existence vingt ans plus tard, à l'ombre des forces russes par lesquelles elle se sent protégée¹⁸¹. Le russe, l'ukrainien et le moldave sont les langues officielles sur place.

L'autre minorité importante est celle des Gagaouzes qui sont environ 156 000 (environ 3%) ; il s'agit de populations turcophones mais de confession chrétienne orthodoxe, ce qui fait qu'ils écrivent leur langue turque... en caractères grecs ! Ils sont installés sur quelques enclaves du Sud du pays où ils ont obtenu un statut d'autonomie administrative et culturelle après des accords avec le gouvernement moldave en 1994¹⁸². D'autres communautés plus petites existent, tels les Bulgares, Juifs, Roms, Tatars... Leur nombre infime ne menace pas l'intégrité du pays. Une loi sur les minorités et leurs langues¹⁸³ a été promulguée en 2001.

Tout sa passe comme si la Moldavie, par peur de mécontenter une Russie dont elle n'est pourtant pas voisine immédiate, s'évertuait à nier sa roumanité... Sa dernière trouvaille, ce sont de nouveaux articles de la Constitution qui prient les citoyens de se définir comme Roumains ou comme Moldaves. S'ils choisissent l'option moldave, on ne leur demande plus rien mais ils entrent dans le jeu du pouvoir qui veut provoquer une dissociation Moldavie-Roumanie. S'ils choisissent l'option roumaine, ils doivent savoir qu'ils seront désormais catalogués comme « minorité nationale » avec tous les inconvénients pratiques et politiques que cela induit. Le résultat est que 2,2% seulement se seraient déclarés « roumains »¹⁸⁴, ce qui est un comble. Du coup, 80% se sont déclarés « moldaves ». Ils sont 8% à se dire ukrainiens, 5,9% russes, 4,4% gagaouzes. L'objectif du pouvoir était gagné. Cependant, une telle attitude porte un nom : tergiverser. A la fin, la Moldavie ne sait même plus... à quelle langue se vouer.

BULGARIE

Ce pays¹⁸⁵ des Balkans situé entre Roumanie et Grèce abrite un peu moins de 8 000 000 d'habitants¹⁸⁶ répartis entre une majorité bulgare à raison de 77,8% d'une part, et

¹⁷⁸ Patrice de La Condamine, « Se définir par la langue », dans les pages « Moldavie », *La recherche des identités des peuples de l'ex-URSS à travers leurs drapeaux*, pp.152-153 ; thèse de doctorat, Université d'Artois, Arras, mars 2007.

¹⁷⁹ Entre Dniestr et Ukraine, soit une bande de 4 163 km².

¹⁸⁰ Proclamation unilatérale de la *République moldave du Dniestr* le 2 septembre 1990, suivie par l'indépendance unilatérale le 25 août 1991 (après l'échec du putsch de Moscou, 19-22 août 1991).

¹⁸¹ Une armée russe campe sur place.

¹⁸² *Loi sur le statut particulier de la Gagaouzie* de 1994. Leclerc, Jacques, « Moldavie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/moldavie.htm].

¹⁸³ *Loi sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales et sur le statut juridique de leurs organismes*. Leclerc, Jacques, « La majorité moldave », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, op.cit.

¹⁸⁴ Source *Moldpres*, cité par le site *Groupe pour les Droits des Minorités* (GDM), [www.gdminorites.org].

¹⁸⁵ 110 910 km².

un certain nombre de minorités d'autre part, la plus nombreuse de celles-ci étant le groupe turc avec 11,6%, suivi par d'autres petits groupes : macédonien (2,6%), tsigane (1,2%), etc.¹⁸⁷.

La langue officielle de la Bulgarie est le bulgare, langue slave méridionale qui s'écrit en caractères cyrilliques. Cette langue a été davantage au contact du grec et du turc et son vocabulaire en porte l'héritage. Des points de grammaire la distinguent également des langues slaves¹⁸⁸. Le bulgare est très proche du macédonien, au point que les deux langues se vivent parfois comme les deux volets d'une même langue-toit. La Constitution proclame que « *le bulgare est la langue officielle* »¹⁸⁹ et que « *l'étude et l'emploi de la langue bulgare est un droit et un devoir des citoyens bulgares* »¹⁹⁰. La chose est entendue : la Bulgarie est un pays unilingue. La langue de l'Etat, du Parlement, de la Justice, de l'enseignement, c'est le bulgare.

L'Etat bulgare reconnaît l'existence de minorités linguistiques qu'il ne faut pas amalgamer avec les minorités ethniques ou culturelles correspondantes. C'est ainsi que 9,5% des habitants sont considérés comme turcophones¹⁹¹. Si les écoles des minorités sont « autorisées », il est en revanche rappelé que l'enseignement du bulgare y est « obligatoire dès la première année du primaire », détail qui montre à quel point l'Etat tient à préserver son homogénéité. L'on se souvient que le système communiste sur la fin avait tenté de jouer sur cette corde sensible en provoquant des vexations contre la minorité turque. Une loi de 2003¹⁹² prévoit des heures de différentes langues minoritaires dans des écoles bien définies. C'est donc une politique linguistique que l'on pourrait qualifier de « tolérance encadrée » que pratique la Bulgarie.

BIELORUSSIE

Dans ces monotonies faites de landes, de forêts, d'étangs et de marécages¹⁹³ habitent 10 293 000 habitants¹⁹⁴. Ils sont bien représentatifs pour la plupart de cette terre de transition entre l'Europe centrale avec la Pologne à l'Ouest, et l'autre Europe, c'est-à-dire la Russie, à l'Est. Beaucoup de clichés un peu rapides sont colportés sur l'« absence » de personnalité d'un pays qui tout simplement n'a peut-être pas assez eu les moyens de s'exprimer dans son identité profonde.

Le biélorusse ou biélorussien, *Беларуская мова* en biélorusse, est une langue slave du groupe oriental¹⁹⁵. Elle serait dérivée de la langue que parlaient au Moyen-Age des tribus krivitches installées entre les sources de la Volga et celle du Dniepr¹⁹⁶. Le biélorusse est parfaitement compréhensible par un russophone, bien qu'il se distingue du russe par une sonorité beaucoup plus rude qui trahit son caractère essentiellement populaire. Le biélorusse est demeuré longtemps la langue d'une paysannerie marginalisée et illettrée et le russe fut

¹⁸⁶ La population de la Bulgarie stagne négativement : elle dépassait tout juste les 7 450 000 habitants en 2007. *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, *op.cit.*

¹⁸⁷ L'on trouve aussi des groupes en nombre infime tels les Aroumains, les Russes, les Arméniens, les Tatars, les Grecs... Chiffres de 2004, source Université de Québec-Laval.

¹⁸⁸ Comme l'emploi de préposition parfois utilisées, économisant les déclinaisons.

¹⁸⁹ Article 3 de la Constitution.

¹⁹⁰ Article 36 de la Constitution.

¹⁹¹ Alors que la minorité reconnue comme « turque » est de 11,6%.

¹⁹² Dite *Loi des cycles du système éducatif*. Source Leclerc, Jacques, « Biélorussie », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, *op.cit.*

¹⁹³ La Biélorussie couvre 207 600 km², un peu moins de deux cinquièmes de la France.

¹⁹⁴ En 2005.

¹⁹⁵ Comme le russe et l'ukrainien.

¹⁹⁶ *L'Europe et ses populations*, *op.cit.*, p.159.

considéré comme la langue « civilisatrice », notion qui s'imposa avec le poids que l'on imagine sous le système soviétique. Les options politiques du régime en place depuis 1994 expliquent pourquoi le biélorusse, tout en conservant son statut de langue officielle, n'est pas vraiment soutenu, le russe lui étant d'autant préféré qu'il est l'expression d'un prestige dont beaucoup conservent une certaine nostalgie. Soulignons le caractère non tonal de cette langue qui s'écrit avec l'alphabet cyrillique, mais qui peut se transcrire à l'aide d'un alphabet latin dit *facinka* ou latin modifié¹⁹⁷. L'aire biélorussophone déborde un peu sur la frontière occidentale avec la Pologne.

Le russe a un statut officiel, cas exceptionnel dans un pays d'Europe centrale, mais cette situation s'explique par l'histoire de la société biélorusse. Posséder la langue russe est non seulement apprécié mais c'est quasiment indispensable dans la vie et la fonction publiques. Le russe est donc une langue minoritaire au statut très enviable.

L'Etat biélorusse assure en principe la protection de sa diversité ethnique, culturelle, religieuse et linguistique. A côté des 81% de Biélorusses vivent 11,5% de Russes, 4% de Polonais, 2,4% d'Ukrainiens, le reste étant composé de minorités.

Les Tatars de Biélorussie descendent des précieux auxiliaires des Polonais et Lituaniens présents lors de la bataille de Grünwald remportée sur les Chevaliers teutoniques le 14 juillet 1410¹⁹⁸. Particulièrement intégrés et influents dans l'ancienne l'Union polono-lituanienne, ils constituèrent des éléments dont le dévouement patriotique et le service qu'ils vouaient à leur Etat était reconnu et très apprécié. L'Histoire explique la dispersion de ces 16 000 individus sur les territoires de Lituanie, de Pologne, de Biélorussie et d'Ukraine. Les Tatars biélorusses se trouvent surtout dans le Nord-Ouest du pays¹⁹⁹. Ils se dénomment *Ak-Tatars*, ou « Tatars blancs »²⁰⁰. Dès qu'ils le purent avec la fin de l'URSS, les Tatars s'organisèrent pour défendre leur héritage historique, et ainsi naquit l'*Association des Tatars musulmans Al Ketab*²⁰¹ créée en 1990.

Les Lituaniens sont une autre minorité du pays. Ils sont entre 10 000 et 30 000²⁰². Leur présence est une relique de la longue histoire commune entre les deux peuples.

Il y a enfin la minorité polonaise. Celle-ci vit depuis quelques semaines des moments difficiles. Le 8 février 2010, la milice biélorusse s'empara de la maison polonaise d'Iwieniec, le plus grave dans l'affaire étant que le local en question n'est autre que le siège de l'*Association des Polonais de Biélorussie*. La dizaine de responsables se trouvant sur place fut sortie sans ménagements et l'immeuble fut mis sous scellés après vérification de son contenu. Suivirent des accusations rocambolesques contre certains membres²⁰³, ce qui provoqua une vive émotion dans la communauté. Le 10 février suivant, une centaine de personnes liées à la minorité polonaise manifestaient à Grodno contre ces vexations²⁰⁴.

Pour illustrer les difficultés qu'ont les minorités à se faire entendre en dépit des textes qui proclament leur égalité, nous donnerons l'exemple de ces écoles qui attendent pendant des mois un permis de construire, puis l'autorisation d'ouvrir, quand bien même tout est

¹⁹⁷ Il a aussi existé une version avec les caractères arabes pour les Tatars.

¹⁹⁸ Lietuviskai, K., *Parlons lituanien*, Paris, l'Harmattan, 2003, 290 p., p.101.

¹⁹⁹ Aux confins de la Lituanie.

²⁰⁰ Le terme *ak* signifiant « blanc » en langue tatare ; l'appellation se veut évocatrice de leur situation géographique, de la même manière qu'ils parlent des *Akrusa* pour désigner ceux du pays où ils vivent, autrement dit les « Blanc-Russiens ».

²⁰¹ *Belaruska Zhurtavannya Tatarau-Musulman Al Ketab*; source *Flags Of The World*.

²⁰² Selon le site *Eurominority*, 1994.

²⁰³ Par exemple, une voiture transportant le chef du Conseil polonais Andrzej Poczobut fut arrêtée, son chauffeur accusé de détenir un faux permis de conduire.

²⁰⁴ D'après des informations communiquées par Amélie Bonnet, dépêche en date du 11 février 2010, sous le titre « Pologne-Biélorussie : Minsk porte atteinte à la minorité polonaise », *Regard sur l'Est*. (source: *rp.pl, wyborcza.pl*).

légal. Encore faut-il ensuite avoir les moyens de faire fonctionner l'enseignement²⁰⁵... On invoque les « lenteurs » de l'administration ; en réalité, celle-ci est tatillonne et si l'ordre ne lui a pas été donné de laisser traîner les choses exprès, cela y ressemble fortement. En conclusion et pour résumer la situation, la Biélorussie est bien, à la lisière de l'Europe centrale et orientale, la relique la plus représentative de l'ex-aire soviétique, avec des documents garantissant très officiellement toutes sortes de droits, mais avec un système qui conserve une méfiance aiguë pour ce qui ne lui ressemble pas parfaitement.

UKRAINE

Les 47 000 000²⁰⁶ de citoyens ukrainiens vivent sur une vaste plaine²⁰⁷ dont l'étendue est un peu supérieure à celle de la France. Ils sont culturellement et linguistiquement ukrainiens pour 73%, suivi par les Russes ou Ukrainiens russophones à raison de 22%, les autres minorités n'atteignant pas 1% chacune.

L'ukrainien est une langue slave orientale qui s'écrit en cyrillique. Les Ukrainiens ne sont pas peu fiers d'avoir constitué le foyer originel de ce qui allait devenir la Russie à laquelle ils ont transmis ce qui allait devenir la langue et la culture russes. Les siècles et l'Histoire ont cependant fini par inverser les rôles et l'Ukraine a pris sa revanche en 1991 avec l'indépendance. Dès lors, l'Etat n'a eu de cesse de différencier l'ukrainien par rapport au russe, de l'émanciper, de le *réinventer*, en quelque sorte... C'est ainsi que l'orthographe, se conformant à la prononciation, a transformé la toponymie, donnant désormais Kyiv, Lviv, Kharkiv, Dnipro à la place de Kiev, Lvov, Kharkov ou Dniepr... Dans les rues, les panneaux²⁰⁸ sont devenus unilingues. Un véritable forcing a été fait, histoire d'imprégner les esprits. Nous ne citerons en exemple que celui des bureaux de poste proposant des enveloppes et cartes postales en ukrainien. Tous les organismes publics travaillent en ukrainien. Tout cela est bien beau, mais nous savons combien l'histoire avec son perpétuel jeu de balancier peut réserver des surprises. Or voici que l'ancien et malheureux candidat pro-russe de 2004 prend sa revanche et est élu président en janvier 2010. Toute la politique linguistique conduite depuis presque vingt ans se trouve remise en cause d'un coup. Et en même temps la vision philosophique et sociétale qui la sous-tendait dans la perspective de l'affermissement d'un Etat ukrainien désormais bien distinct de la Russie. Comme quoi langue et pouvoir sont intimement mêlés. « *Le nouveau régime ravive les angoisses de russification* » pouvait-on lire en titre d'un hebdomadaire spécialisé dans les reportages extraits d'articles du monde entier²⁰⁹.

Doit-on parler de Russes d'Ukraine ou d'Ukrainiens russophones ? Telle est la question au sujet de la plus importante « minorité » de ce pays, tant l'histoire l'a liée à son grand voisin. Les « Russes » sont 8 300 000 en Ukraine, soit plus de 17% du total de la population. Ils sont concentrés dans l'Est et dans le Sud (Sébastopol, Crimée), où la domination russe, commencée au milieu du XVII^{ème} siècle avec la conquête des « mers chaudes », s'accroît avec le pouvoir communiste qui, surtout dans la partie orientale, favorisa l'industrie lourde, soviétisant la société qu'il russifiait au passage, faisant d'une pierre deux coups. La proportion de cette population russophone va de 50 à 90% parfois.

²⁰⁵ Les membres des minorités, et parfois les diasporas (tels les Polonais) doivent alors rassembler de l'argent ou organiser des cours du dimanche.

²⁰⁶ La démographie ukrainienne connaît une chute alarmante : le pays abritait encore 52 000 000 d'habitants en 1992. Ils n'étaient déjà plus que 48 500 000 en 2003. Cette chute se poursuit. Source: *The World Factbook CIA*. [www.cia.gov/redirects/factbookredirect.html]. (consultation 24 mai 2010).

²⁰⁷ 603 700 km².

²⁰⁸ Signalisation routière, métro, affichage public, etc.

²⁰⁹ *Courrier international* n°1018 du 16-11 mars 2010 : « *Le nouveau régime ravive les angoisses de russification* », Den, Kiev, par Nadia Tysiatchna, p.17.

Cependant, si 95,9 % des « russophones » d'Ukraine ont le russe comme langue maternelle, il s'agit en réalité d'un russe dit « russe kiévien », parfaitement identifiable par un Russe de souche. Cette situation donne à cette minorité un rôle de « pont » entre les deux pays. Depuis l'indépendance, cette frange de la population vit dans des sentiments partagés entre la nécessité de s'intégrer à la nouvelle société qui évolue dans le cadre d'un Etat nouveau et une identité d'origine à laquelle elle tient et qu'elle ne veut pas voir diluée. Après quelques années très favorables aux vents des ukrainistes, la tendance a changé ces derniers mois avec le résultat de l'élection présidentielle de février 2010 qui a vu la revanche du candidat du *Parti des Régions* Ianoukovitch, aux références politiques, culturelles et historiques beaucoup plus favorables aux Russes.

Si les russophones sont 60% en Crimée, il ne faut pas oublier qu'ils ont été implantés à l'époque stalinienne sur la terre des Tatars, ceux-ci étant encore 10%. Une république autonome a été instituée pour la région qui tente de faire cohabiter ses nationalités tant bien que mal. D'autres minorités existent en Ukraine, tels les Arméniens, les Grecs de la mer Noire, les Roumains d'Odessa, les Ruthènes de Bucovine du Nord, les Bulgares, les Juifs ashkénazes yiddishophones, les Tsiganes, et bien d'autres encore. L'on imagine combien la sortie inattendue du cadre soviétique aurait pu être porteuse de conflits. Certes, des mouvements et revendications ont eu lieu et existent toujours²¹⁰. L'Ukraine, dans sa recherche de consolidation identitaire nationale, était confrontée à ce défi que constituaient ces groupes prompts à demander toujours plus, d'autant qu'aucune tradition nationale n'existait en la matière. Pourtant, l'éclatement ne se produit pas et les minorités semblent s'être vu accorder des « facilités »²¹¹ leur permettant de mettre en place des cours dans des écoles ou de publier dans leurs langues, tout en respectant la nation ukrainienne qui doit demeurer la « référence ».

L'ukrainisation ayant perdu de sa vigueur avec la nouvelle donne politique, la dérussification des régions russophones n'est plus à l'ordre du jour et il est à penser que le projet sociétal que va tenter d'échafauder le nouveau pouvoir sera celui d'une construction politique²¹² prenant le pas sur la construction ethnique et culturelle qui était jusqu'alors proposée. Cette nouvelle vision des choses devrait avoir des conséquences sur les programmes d'éducation et sur la langue, comme elle a déjà ses répercussions sur l'histoire des années staliniennes, désormais revue et corrigée²¹³. Sa réalisation ne pourra être que le fruit d'une longue maturation.

KALININGRAD

Le nom de Kaliningrad s'est invité dans le paysage géopolitique européen à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, se substituant à celui de Königsberg ; il désigne cette partie septentrionale de l'ex-Prusse orientale arrachée aux Allemands après leur défaite. Toute la population germanique fut expulsée ou déportée et immédiatement remplacée par des Russes. La dislocation de l'Union soviétique en 1991 a géographiquement isolé cet oblast²¹⁴ du reste de la Fédération de Russie. Cela ne change rien à la réalité sur place : ici vivent

²¹⁰ C'est le cas des Tatars de Crimée, de mouvements cosaques, ou de Ruthènes réclamant la reconnaissance de leur région comme Etat indépendant comme lors d'une très brève période en 1939.

²¹¹ Tout un corpus de droit des minorités a progressivement été installé par l'administration. Source : « Les minorités en Ukraine », *Groupe pour les Droits des Minorités*, [www.gdminorites.org], (consultation le 24 mai 2010).

²¹² C'est-à-dire une construction qui prendra en compte le fait russe comme composante de l'identité ukrainienne.

²¹³ La famine des années 1930, nommée en Ukraine *Holodomor*, et qui fut reconnue comme une famine organisée par le pouvoir soviétique dans un but politique, n'est plus reconnue comme *génocide* par le gouvernement issu du résultat de février 2010.

²¹⁴ Oblast : région administrative russe.

955 280 habitants²¹⁵, à une écrasante majorité slave²¹⁶, russe d'abord, puis biélorusse, et ensuite ukrainienne.

L'enjeu géostratégique que représente Kaliningrad est primordial pour la Russie. La présence militaire est très importante. Elle s'est même renforcée depuis peu car le temps passant, les habitants ont compris que leur environnement immédiat avait changé radicalement²¹⁷ et ce nouvel air frais donne à certains des velléités d'autonomie voire de séparatisme. D'autant que Kaliningrad dépend entièrement de la Lituanie pour son énergie électrique. Pour une fois que les rôles sont inversés... Mais le fait est là : l'enclave de Kaliningrad, quasi-intégralement peuplée de Russes installés qui plus est, dans les conditions que l'on sait, a bien du mal à prendre le large et à trouver une quelconque différenciation identitaire. Kaliningrad est et demeure russe, Kaliningrad parle russe, lit en russe, enseigne et apprend en russe et est administré en russe. On ne peut d'ailleurs pas parler de politique linguistique ici, puisqu'il ne s'agit que d'appliquer celle de la Russie. Kaliningrad est peut-être détachée géographiquement, mais elle est juridiquement un oblast russe comme les autres. De plus, les minorités restantes, quand elles existent, ne sont même pas reconnues comme telles, puisque les infimes groupes biélorusses, polonais, lituaniens ou ukrainiens, et allemands²¹⁸ sont considérés comme... russes ! La seule « ouverture » effectuée depuis quelques années est la décision de permettre l'enseignement de l'anglais en seconde langue²¹⁹.

Cela nous amènerait à parler des germanophones qui ne sont plus que des îlots résiduels répartis cependant sur tous les pays dont nous avons évoqué les noms.

CONCLUSION

Nous voici arrivés à la fin de notre exposé sur la situation des langues dans les pays d'Europe de l'Est depuis la fin de l'Union soviétique. Nous avons surtout conscience qu'il ne s'agit que d'un premier survol et que tout est bien loin d'être dit²²⁰, cela n'étant pas possible dans un nombre de pages aussi réduit.

La carte géopolitique de cette Europe centrale qui devait devenir l'Europe de l'Est pendant presque cinquante ans fut profondément modifiée à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La carte des aires linguistiques fut quant à elle bouleversée et les populations, leurs langues et leurs cultures durent se soumettre à de nouvelles réalités parfois très difficiles à vivre.

Une nouvelle donne surgit, qui devait être caractérisée pendant plus de quatre décennies par l'impérialisme d'une nouvelle langue arrivée avec les chars de la victoire : le russe. Mais une langue arrive rarement seule : avec elle, c'était un nouveau système politique qui s'établissait, imposant une vision des hommes, de la société et du monde

²¹⁵ Chiffre de 2005.

²¹⁶ 78% de Russes, 34,5% de Biélorusses, 10,4% d'Ukrainiens. Source Leclerc, Jacques, « Kaliningrad », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Université de Québec-Laval, *op.cit.*

²¹⁷ L'enclave est depuis 2004 entièrement cernée par des pays de l'Union européenne.

²¹⁸ Depuis la fin de l'Union soviétique, Certains Allemands de la Volga se sont installés dans l'oblast de Kaliningrad, souhaitant retrouver le pays prussien de leurs ancêtres, bien que profondément bouleversé depuis 1945.

²¹⁹ Rédaction réalisée sur les bases de données par Leclerc, Jacques, « Kaliningrad », dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 19 février 2009. [www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kaliningrad.htm] . (22 mai 2010).

²²⁰ Nous n'avons pu aborder des communautés comme celle des Juifs ou encore celle des Tsiganes, la présente étude s'étant trouvée spécifiquement centrée – et par voie de conséquence limitée – sur les langues des peuples dont l'existence est attachée à un espace spécifique et défini.

comme ces pays n'en avaient jamais connu auparavant. D'où des bouleversements inéluctables touchant les habitudes de vie, les relations entre les individus, et en conséquence les langues. Il devait en résulter le tableau des langues tel qu'il se présentait encore au moment de la fin de l'Union soviétique, en 1991 : un tableau aux couleurs de langues nationales officielles, la plupart du temps bien épurées de leurs minorités, mais aussi un tableau recouvert de la langue russe pour pellicule. Presque vingt ans ont passé depuis. Au vu de ce que nous avons pu constater, que pouvons-nous en retenir ?

Que l'Europe de l'Est est passée du cadre des échanges entre « pays frères » du *Совет экономической взаимопомощи* ou Comecon²²¹ et du *Варшавский договор* ou *Pacte de Varsovie*²²² à l'heure de l'Union européenne et des échanges planétaires. Que les peuples qui composent ces pays ont en conséquence vécu une véritable onde de choc tant sociétale que civilisationnelle. Dans cette nouvelle aventure, les langues, qui se sont libérées et déliées dans un premier temps, doivent maintenant s'adapter à de nouvelles situations qui constituent autant de défis.

Ces défis sont ceux d'un monde qui reconnaît certes la pluralité et la liberté des expressions et des idiomes, mais ce monde est une jungle dans laquelle les dangers sont devenus moins visibles. Ce monde est dominé par une autre langue, l'anglais, venue en force s'inscrire dans le paysage de ces sociétés. Parfaitement conscient de cette nouvelle situation, le doyen Smetona²²³ ne nous étonnera pas en déclarant au sujet de son pays la Lituanie que « *si nous voulons être partie prenante de la communauté scientifique, universitaire ou participer aux échanges mondiaux, il est évident que personne ne va apprendre notre langue*²²⁴ ». Et en écho, ces propos du prix Nobel français Jean-Marie Lehn²²⁵ rappelant que les pays doivent retenir leurs élites car, « *le pire qui puisse arriver à un pays, c'est de perdre ses jeunes chercheurs*²²⁶ » .

Ces pays ont basculé d'un monde dans un autre. Peu préparés. Alors, ils partent à la redécouverte de ce qui faisait leur richesse et qu'ils ont camouflée des années durant : leurs langues !

Les mots comme *diversité* et *multiculturalisme* sont devenus très employés par un certain nombre de guides de la pensée qui nous rappellent tout le bénéfique que nous devrions retirer en nous frottant à ces valeurs. En ayant visité cette Europe centrale que l'on nommait il n'y a pas si longtemps encore Europe de l'Est, nous nous rendons compte de la diversité et de la richesse que tous les pays qui la composent contiennent. La devise de l'Union européenne « Unité dans la diversité » trouve avec ces pays une formidable illustration. Avec les adhésions de 2004 et de 2007, ces pays sont venus ajouter dix langues nationales²²⁷ à la tour de Babel européenne²²⁸.

Les langues sont le premier vecteur identitaire des peuples, tout simplement parce qu'elles sont l'outil primordial qui permet aux membres d'une communauté de communiquer et de se comprendre. Une langue opère une vision des choses et de la vie et formate les esprits. Sa force invisible lui donne le rôle d'un gouvernail dirigeant les nations. C'est la raison pour laquelle le phénomène des langues ne peut échapper à un pouvoir, quel qu'il soit. D'où cette lutte implacable entre les langues qui deviennent des armes : langues

²²¹ Acronyme anglais de *Council for Mutual Economic Assistance*, ou *Conseil d'assistance économique mutuelle* (CAEM).

²²² Le *Pacte de Varsovie* était l'alliance militaire des pays communistes, sous direction soviétique.

²²³ Doyen de la faculté de Philologie de Vilnius. Voir « Lituanie », pp.16-18.

²²⁴ « Le multilinguisme : une réalité vécue en Lituanie », *op.cit.*

²²⁵ Jean-Marie Lehn, né en 1939, chercheur au CNRS, prix Nobel de chimie en 1987, spécialiste de la chimie supramoléculaire.

²²⁶ Article du 5 septembre 2008 signé Anna Kubišta pour Radio Prague. Source[www.radio.cz/fr].

²²⁷ Estonien, letton, lituanien, polonais, tchèque, slovaque, hongrois, slovène en 2004 ; puis roumain et bulgare en 2007.

²²⁸ Pour rappel, l'Union européenne compte vingt-trois langues officielles et soixante langues régionales reconnues. Sans parler de plus de cent soixante langues parlées par des migrants de tous pays.

nationales, langues régionales, langues minoritaires ou majoritaires, officielles ou bannies, sans oublier les langues impérialistes.

« Les langues font partie intégrante de l'identité culturelle. (...) L'Union européenne a toujours considéré cette multiplicité de langues comme un avantage plutôt qu'un obstacle. (...) L'Union européenne promeut activement la liberté de ses citoyens de parler et d'écrire dans leur propre langue » annonce sur sa page d'accueil le site de la *Commission sur le Multilinguisme*. C'est sans doute dans ce sens que va l' « objectif très ambitieux »²²⁹ du commissaire européen Leonard Orban²³⁰ qui est précisément en charge du multilinguisme de l'Union européenne ; ce dernier tient à encourager chaque citoyen des Etats composant l'UE à apprendre au moins deux langues étrangères, le problème étant de « protéger et de promouvoir notre patrimoine linguistique » de manière à ce qu'aucune langue ne soit défavorisée face à une autre. Mais n'est-ce pas un vœu pieux, même s'il est important de le formuler, face à une réalité qui, qu'on le déplore où qu'on s'en réjouisse, poursuit avec une langue nationale²³¹ et mondiale à la fois son nivellement des esprits et son uniformisation du monde ?

L'Europe de l'Est a connu tout cela au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Le début du XXI^{ème} siècle voit les peuples d'ex-Europe de l'Est, désormais sortis d'une page de leur histoire, en entamer une nouvelle : celle du combat de leurs langues et de la appropriation de leur histoire et de leur destin dans le nouvel océan qui s'est ouvert devant eux et dans lequel ils doivent désormais naviguer.

► fin ◀



– Carte datée de 1741 indiquant les noms des peuples et langues des pays riverains de la mer Baltique. (DR) –

²²⁹ Extrait d'un dossier « Préserver la diversité linguistique de l'Union européenne », entrevue avec Leonard Orban, 11 novembre 2008, par Clarisse Sérignat,.

[www.euranet.eu/fre].

²³⁰ Leonard Orban, roumain né à Braşov en 1961.

²³¹ Langue déjà mentionnée un peu plus haut.

ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- BOGDAN, H.,
Histoire des peuples de l'ex-URSS du IX^{ème} siècle à nos jours, Paris, Perrin, 1993, 442 p.
- BOISSERIE, E.,
Parlons slovaque, Paris, l'Harmattan, 2009, 368 p.
- BOUTILHON, F.,
Brève histoire philosophique de l'Union soviétique, Paris, Plon, 2003, 192 p.
- CARRERE d'ENCAUSSE, H.,
L'empire éclaté, la révolte des nations en URSS, Paris, Flammarion, 1978 ; Le Livre de Poche, 1980, 383 p.
- CHAMPONNOIS S., LABRIOLLE F. de,
L'Estonie, des Estes aux Estoniens, Paris, Karthala, 1997 ; 277 p.
- CHICOUENE, M., SKUPAS, L.A.,
Parlons lituanien, Paris, l'Harmattan, 1998, 289 p. [coll. Langue et civilisation]
- COURTOIS, S.,
Le livre noir du communisme, Paris, Laffont, 1997.
- DE GILA-KOCHANOWSKI, V.,
Parlons tsigane, Paris, l'Harmattan, 1994, 260 p.
- FABRE, G.,
Parlons roumain, Paris, l'Harmattan, 2000, 204 p.
- GORBATCHEV, M.,
Mémoires, Paris, Editions du Rocher, 1997, 940 p.
- GOUJON, A., SYMANIEC, V.,
Parlons biélorussien, Paris, l'Harmattan, 1997, 380 p. [Langue et culture]
- GUT, Ch.,
Parlons albanais, Paris, l'Harmattan, 1999, 288 p.
- KHITAIENKO, N.,
L'Estonie, Moscou, Agence de presse Novosti, 1982, 75 p.
- KOPTILOV, V.,
Parlons ukrainien, Paris, l'Harmattan, 2002, 255 p. [Langue et culture]
- LIETUVISKAI, K.,
Parlons lituanien, Paris, l'Harmattan, 2003, 290 p.
- LOROT, P.,
Les pays baltes, Paris, PUF., 1991, 125 p. [Que sais-je ? n°2584]
- MALHERBE, M.,
Les langages de l'humanité, Paris, Bouquins/Laffont, 1995, 1750 p.
- MALHERBE, M.,
Parlons hongrois, Paris, l'Harmattan, 1988, 124 p.

- NAGY, K.,
Kis magyar nyelvtankönyv [« Petite grammaire du hongrois »], Kriterion, Bucarest, 1980.
[en hongrois].
- PERKO, G.,
Parlons slovène, Paris, l'Harmattan, 2005, 332 p.
- PETIT, J. et D.,
Parlons letton, Paris, l'Harmattan, 2004, 284 p.
- PORTAL, R.,
Russes et Ukrainiens, Paris, Flammarion, 1970, 140 p.[Questions d'histoire]
- RADVANYI, J., s.d.,
Les Etats postsoviétiques: identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques, Paris, Colin, 2003, 235 p. [collection U].
- SEROBAVA, V., KHARTCHENKO, S.,
L'Ukraine, Moscou, Editions de l'Agence de presse Novosti, 1981, 90 p.
- SITKOWSK-CALLEBAT, K.,
Parlons polonais, Paris, l'Harmattan, 2002, 336 p.
- SIVERS, F. de,
Parlons live une langue de la baltique, Paris, L'harmattan, 2001, 251 p.
[pages consacrées au pays, ses habitants et leur culture.]
- SYMANIEC, Virginie,
Parlons biélorussien, Paris, l'Harmattan, 1997, 384 p.
- STOUK, A., SAPOJKOV, Y.,
La Biélorussie, Moscou, Editions de l'Agence de presse Novosti, 1982, 80 p.
- THEVENIN, E.,
L'enjeu ukrainien, Tours, CLD Editions, 2005, 207 p.
- THIESSE, A.-M.,
La création des identités nationales ; Europe XVIIIe-XXe siècle, Paris, Seuil, 2000, 307 p.
[Points histoire]
- VASSILEVA, M.,
Parlons bulgare, Paris, l'Harmattan, 1996, 300 p.
- YACOUB, J.,
Les minorités dans le monde, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

Patrice de La Condamine en quelques mots

Etudes, travail, activités

Etudes supérieures de Portugais (Rennes II). Enseignant de français à Lisbonne puis de portugais en France. Maîtrise de Portugais sur l'immigration capverdienne (UNESCO, 1982). Professeur-documentaliste en collège (depuis 1987). Responsable de l'Université Inter-Ages de Libourne (1997-2001). Doctorat d'Histoire contemporaine sur la recherche identitaire des peuples de l'ex-URSS à travers leurs drapeaux (Arras, 2007). Interventions pour l'Université des Sciences sociales de Toulouse dans le cadre de la formation continue (depuis 2004). Membre de diverses sociétés dont : la *Société française de Vexillologie*, la *Défense de la Langue française*, la *Société de Géographie*, la *Fondation Jorge Juan* (Madrid).

Comprendre, écrire, transmettre l'histoire des hommes

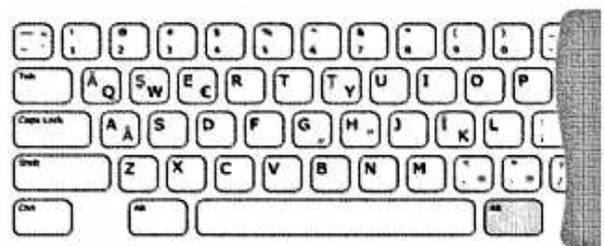
Depuis toujours, intérêt très vif pour l'Histoire et besoin de comprendre les sociétés et les apprécier pour ce qu'elles sont. Etude des liens que les hommes entretiennent avec leur mémoire par les emblèmes. Spécialisation en vexillologie (science des drapeaux). Voyages, contacts, correspondances, langues et écritures. Nombreuses langues étudiées ou abordées. Auto-édition de livres sur des thèmes historiques et sociologiques divers (certains titres à la librairie *La GéoGraphie*, Paris). Depuis 1989, conférences touchant à l'histoire, la géopolitique, l'emblématique, la sociologie, effectuées dans des cadres divers. Ateliers de langues et de civilisations (principalement sur la Russie, la Chine, la Mongolie et le Japon) dans le cadre professionnel.

Le présent texte est tiré d'un opus intitulé *Les langues nationales et minoritaires dans les pays de l'Est depuis la fin de l'Union soviétique* (auto-édition *Les Enclaves Libres*) en mai 2010. Patrice de La Condamine 64190 MONTFORT-de-BEARN.

patrice.de-la-condamine@orange.fr / enclaves.libres@orange.fr



Alphabet runique magyar ancien



Clavier roumain contemporain